

SOCIÉTÉ CIVILE

Avis de recherche

Il en va de la société civile comme du mouton à cinq pattes. Beaucoup en ont entendu parler. Personne ne l'a vu.

C'est vrai de tous les concepts. Leur définition, mouvante, évolutive, prend place dans l'affrontement des idées.

La société civile est une donnée qui n'est objective ni neutre. Régis Debray a eu à son sujet une pensée désobligeante : « Société civile, c'est en jargon moderne, « la bonne société » d'antan. Les « autorités sociales » de 1900. Les « importants » d'Alain. Les « escarpins » de Thibaudet. Les plateaux télévisés des soirées électorales, où l'on est sûr de ne pas rencontrer de fleuriste, de cordonnier, de pompiste ou de boulanger. Bref, les nouveaux notables. » (in *Que vive la République*, 1989). L'avis est tranché. Il a le mérite de rappeler que la notion — comme toute chose de l'esprit guettée par le politiquement correct aujourd'hui — ne fait pas l'unanimité. Et qu'il faut faire attention de ne pas rester à sa surface, qu'on sait séduisante. C'est heureux.

Fidèle à sa tradition d'interprétation critique et de proposition structurante, le GRESEA a choisi d'y consacrer un dossier et, ainsi, d'apporter sa pierre à la construction d'une réflexion sur les voies et moyens de l'altermondialisation et de l'antimondialisation, réflexion considérée par tous comme urgente.

A cela, il y a au moins deux raisons.

La première est que ce qu'on appelait naguère « l'associatif » a, contrairement au mouton à cinq pattes, gagné en visibilité. De Seattle à Gênes en passant par Porto Alegre, la société civile a, massivement, pris possession de la rue. Cela ne passe pas inaperçu. Les photos ont fait le tour du monde et le fait a été commenté dans tous les sens : mais que veulent tous ces gens ? Ils ne veulent pas de l'horreur économique. Bigre...

La seconde est que, par des chemins qui ne sont pas tous désintéressés ou tracés dans la clarté, cette société civile est de plus en plus appelée à prendre part à des proces-

sus de décision, tant au plan national qu'euro-péen. Et ce au détriment d'autres acteurs, notamment syndicaux, qui voient ainsi se détériorer un rapport de forces qui leur était déjà défavorable. L'observation est vraie également dans la perspective Nord-Sud : là où bien souvent le Nord a exporté sa notion de l'Etat afin de disposer d'un interlocuteur dont les ressorts lui sont familiers, il impose désormais la présence, au rang de partenaire de la coopération au développement, d'une société civile aux couleurs locales. L'enjeu n'est pas mince.

La réflexion est urgente. L'associatif n'est jamais que la première phase de l'organisation puis de la structuration d'un fait social. Il est une nébuleuse émergente. Dans le kaléidoscope des pages qui suivent, il ira sous les noms de constellations, de puzzles et, même, de féodalités. Car, en cherchant à refaire ce que des associations plus anciennes ont tenté avant eux — refaire le monde, quoi d'autre ? —, elles vont courir le risque de reproduire ce qui, chez leurs aînées, les avaient détournées d'elles. Des structures ossifiées, une autonomie perdue.

L'autonomie est, dans la notion de société civile, un élément clé. Une nécessité vitale. Une condition d'existence. On méditera, à cet égard, les paroles d'un grand sceptique de l'avènement de l'homme moderne, Louis Dumont : « L'idéal de l'autonomie de chacun s'impose à des hommes qui dépendent les uns des autres sur le plan matériel bien davantage que tous leurs devanciers. Plus paradoxalement encore, ces hommes finissent par réifier leur croyance et s'imaginer que la société toute entière fonctionne en fait comme ils ont pensé que le domaine politique créé par eux doit fonctionner. » (in *Homo hierarchicus*, 1966). Le point de vue, à nouveau, tient de la douche froide. Ce n'est qu'un pan des conditions d'existence des sociétés — et de la nécessaire, et lucide, construction des utopies solidaires. Cette réflexion nous engage toutes et tous.

Erik Rydberg

De quelques réflexions sur la société civile et l'Altermondialisme

Nous employons tous l'expression « société civile ». L'ambition du présent article est d'essayer, à partir et autour de cette expression, de faire avancer ce que nous considérons comme une absolue nécessité, à savoir multiplier les lieux et occasions de réflexions et de discussions sur les cheminement projetés de l'Altermondialisme. D'une manière évidente, en effet, la « société civile » est le lieu où les « altermondialistes » se situent, mais plus largement, elle est ciblée comme l'interlocuteur nécessaire dans le monde d'aujourd'hui, et cela à tous les niveaux, y compris à la Banque mondiale, à Davos, etc.

UN PARCOURS SÉMANTIQUE ÉTRANGE

Bien que cela soit aujourd'hui mieux connu, il n'est pas inutile de rappeler que l'expression « société civile » a connu un étrange parcours parmi les auteurs depuis quelques siècles. Entre l'utilisation par Hegel de l'expression société civile et l'acceptation actuelle, il y a, comme on le sait, un monde. Et le parcours sémantique est plus complexe encore, puisque tant Marx que Gramsci ont utilisé le terme société civile dans des sens largement différents¹.

Pour Marx et Engels : « La société civile est le véritable foyer, la véritable scène de l'histoire (...). Elle embrasse l'ensemble des rapports matériels des individus à un stade de développement déterminé des

1. Plusieurs articles du remarquable numéro d'Alternatives Sud « Société civile : lieu de luttes sociales » vol V (1998)¹, traitent de ce parcours sémantique.

Société civile

« Ensemble des organismes vulgairement dits « privés qui correspondent à la fonction d'hégémonie que le groupe dominant exerce dans toute la société ». C'est-à-dire ensemble des organes de la superstructure qui permettent « la direction intellectuelle et morale » de la société, obtiennent le consentement et l'adhésion des classes subalternes. La société civile est ainsi le lieu de la superstructure où s'élaborent et se diffusent les idéologies : elle comprend : l'idéologie proprement dite, la « conception du monde » qui soude le corps social (cf. PHILOSOPHIE, SENS COMMUN, FOLKLORE), la « structure idéologique » (les organismes privés qui créent et diffusent les idéologies) et le « matériel idéologique » (système scolaire, organisation religieuse, organismes d'édition, bibliothèques, mass media ...). Pour Gramsci la société civile constitue la « base », le « contenu éthique » de l'État, au sens où c'est grâce à l'hégémonie politique et culturelle, qu'un groupe fait reconnaître sa domination comme universelle et légitime par l'ensemble des groupes subalternes ; Emprunté à Hegel (Philosophe du Droit) le concept de société civile est utilisé par Marx et Gramsci de façon différente : Marx lui fait recouvrir l'ensemble des rapports socio-économiques (idéologie allemande, Ed. soc. P.55), l'infrastructure, alors que Gramsci lui fait embrasser la plus grande partie de la superstructure. Ce changement n'est pas uniquement terminologique : Gramsci a insisté sur la primauté de la superstructure, car c'est en son sein que le prolétariat commence à prendre conscience de soi comme classe autonome, à construire dans les faits une « volonté collective », à étendre son hégémonie sur l'ensemble des couches prolétariennes et paysannes, et à s'opposer à la classe dominante. C'est pour réaliser ce « programme politique » que le prolétariat — sujet de l'histoire — se sert de l'infrastructure — objet, nécessité — et la transforme selon une finalité révolutionnaire. En insistant ainsi sur la primauté du moment superstructural — mais en unissant structure et superstructure en un étroit rapport organique d'interdépendance — Gramsci évite l'erreur de l'économisme, qui instaure une étiologie directe et mécanique entre structure et superstructure, et de l'« idéologisme » qui met entre crochets l'objectivité de la structure et fait de l'histoire une histoire des idées.

Extrait de « Lire Gramsci » ; Dominique Grisani et Robert Maggiori ; 280 p., 1973, Ed. Universitaires

forces productives. Elle embrasse l'ensemble de la vie commerciale et industrielle d'une étape². La société civile est donc considérée par Marx comme l'ensemble de la structure économique et sociale d'une période déterminée. Pour Gramsci par contre, «la société civile³ est l'ensemble des organismes vulgairement dits «privés» et correspond à la fonction d'hégémonie que le groupe dominant exerce dans toute la société» «Gramsci l'oppose à la société politique (l'Etat au sens strict du terme) dont elle constitue la «base», le «contenu éthique». «La société civile constitue un ensemble complexe car son domaine est très étendu et sa vocation à diriger tout le bloc historique implique une adaptation de son contenu suivant les catégories sociales qu'elle atteint.⁴»

Il faut bien reconnaître, sans aller plus loin dans l'analyse des textes, que même si Gramsci constitue pour beaucoup de gens de gauche, un référent essentiel, le terme «société civile» n'est plus vraiment utilisé dans le sens de Gramsci. Néanmoins, il ne faudrait pas abandonner tout à fait «ce rôle hégémonique... du groupe dominant» tel que Gramsci qualifie la société civile. Car une des questions les plus importantes à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés est d'être vigilant justement sur cette instrumentalisation possible de la société civile par le groupe dirigeant-dominant de la mondialisation.

L'ambiguïté utile ?

L'expression «société civile» est devenue un mot passe-partout, que chacun utilise un peu dans le sens qui lui convient et qui est loin de rencontrer l'unanimité.

Pour les uns, la «société civile» couvre à peu près tout ce qui n'est pas l'Etat et qu'il faut lui «opposer» dans la mesure où il est considéré comme inefficace, voire non démocratique. Dans cette conception, il y a lieu de faire une alliance «contre» l'Etat, entre les forces du marché et les groupes membres de ladite «société civile». D'autres vont même jusqu'à mettre les entreprises (les forces du marché donc) dans la société civile.

A l'autre extrême, la «société civile» désigne l'ensemble des mouvements sociaux, et en particulier les mouvements anti — ou alter — mondialistes et cette société civile-là est opposée aux forces du marché et a vis-à-vis de l'Etat une position complexe, puisqu'elle exige de l'Etat qu'il fasse le nécessaire pour «réguler» les forces du marché, tout en exigeant qu'il soit réellement démocratique.

La société civile est aussi composée d'associations qui ne sont pas anti-mondialistes ou altermondialistes et qui sont même parfois de féroces partisans de la mondialisation capitaliste.

De ce constat, on peut tirer, d'une manière schématique, quelques propositions.

Puisqu'il y a amalgame, autant tirer de cette ambiguïté tout le

profit possible et puisqu'on nous confond avec les autres dans cet amalgame, allons-y joyeusement à faire des «avancées» au nom de cette «nébuleuse». Mais à quelques conditions néanmoins (et on s'excusera d'être aussi schématique, et de donner l'impression d'un certain cynisme, mais il faut être bref).

- Nous ne devons jamais accepter que ce soient des acteurs extérieurs de la société civile, qui s'octroient le droit de désigner quelles sont les associations (baptisées responsables) qui vont être les interlocuteurs de ces acteurs extérieurs. Quand les gouvernements, souvent avec l'appui de la Banque mondiale choisissent les ONG avec qui dialoguer, par exemple dans le cadre des consultations pour la participation à l'établissement des Cadres Stratégiques de Lutte contre la Pauvreté ou en d'autres circonstances, il faut refuser le procédé. Ceci n'a de chances de réussir que si, au préalable, il y a, à l'intérieur de la société civile, une sorte de pacte de bonne conduite. Cela suppose nécessairement des négociations préalables avec les autres associations quelles qu'elles soient.
- Tout comme en droit international, il y a la notion de «jus cogens», c'est-à-dire des domaines à propos desquels aucun pays n'a le droit de mettre des restrictions ou des conditions (par exemple, la condamnation de la torture).

2. Max Engels, L'Idéologie allemande, Editions sociales, p.55.

3. Hugues Portelli, Gramsci et le bloc historique, PUF, p.14.

4. Idem pp. 15 et 17.

Il faut que nous parvenions ensemble à définir les associations ou les pratiques avec lesquelles nous n'acceptons en aucun cas de pactiser.

- Il faut peut-être appliquer ce qui, paraît-il, était une des règles du Vietcong pendant la guerre du Vietnam : «il ne faut jamais que ton interlocuteur sache s'il a en face de lui, un ami ou un ennemi, mais toi, tu dois toujours savoir si tu as en face de toi, un ami ou un ennemi».

Une trilogie à traiter avec prudence

On en vient ainsi à tenir pour pédagogique une description de la société comme composée de trois «sous-sociétés» :

- La société politique (qui comprend l'ensemble des pouvoirs publics, du monde politique, etc.)
- La société économique, c'est-à-dire l'ensemble des acteurs dont l'activité se situe dans le cadre du marché.
- La société civile qui comprend l'ensemble des «regroupements» ou collectifs non gouvernementaux, et non «marchands».

«Contrairement à la distinction traditionnelle du capitalisme libéral entre les domaines «public» et «privé», le concept de «société civile» vise leur articulation, implique le questionnement de leurs frontières et souligne le rôle du «privé» dans l'émergence des conditions d'une action

collective différente au sein de la société politique (partis, législateurs, tribunaux, agences de l'Etat) et du marché. La «société civile» n'est pas indépendante de la politique, de l'Etat ou du marché. Comme le montrent les exemples cités, elle ne leur est pas non plus étrangère, mais il est clair que lorsque les gens s'identifient comme «société civile», ils revendiquent un cadre relativement autonome d'organisation et d'action au sein duquel peuvent être posées, de façon plus ample et plus profonde, leurs interpellations des institutions politiques et du marché»⁵.

A cet égard, le schéma devenu classique peut être rappelé ici dont une des caractéristiques est qu'il y a des zones de «recouvrement» des trois «sociétés».



A ce niveau, Jean-Philippe PEEMANS fait bien de rappeler deux choses issues de l'évolution générale au cours des dernières années⁶.

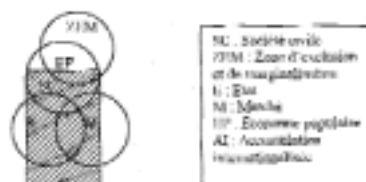
- D'une part que les exigences de l'accumulation capitaliste tendent à envahir, à conditionner l'ensemble des trois sociétés et que
- D'autre part, la société civile ne recouvre pas, n'est pas synonyme du monde de la «nouvelle pauvreté», même si elle y joue un rôle important.

«Il ne faut pas avoir une lecture en termes de stagnation mais bien en termes d'une

nouvelle polarisation qui ne peut s'analyser que si on considère les nouvelles phases de l'histoire de l'accumulation. Au lieu de se situer dans une articulation a-historique des trois sphères, nous avons maintenant un espace d'accumulation qui a énormément crû et qui maintenant est internationalisée et globalisée, ce qui revient à dire que ses normes de fonctionnement sont globales; elle reste bien, en principe, structurante, mais maintenant, la norme globale-mondiale de l'interaction s'impose de plus en plus.

Parallèlement, il y a une autre sphère que je n'inclus pas dans la société civile, et qui est celle de la nouvelle exclusion. Vous avez d'un côté, le monde de la performance avec ses normes internationales, et de l'autre côté, la marginalisation qui porte l'exclusion. Je ne vois pas pourquoi on peut mettre les pauvres ipso facto dans la société civile. Cela veut dire que l'espace qui reste pour les rapports société civile-Etat s'est rétréci.»

On a dès lors le schéma



Cette approche «trilogique» du monde est utile et permet d'avancer dans la réflexion, la pédagogie et la mobilisation mais il faut avoir présent à l'esprit, à la fois le caractère schématique de cette trilogie, le rôle conditionnant des exigences de l'accumulation et l'existence d'un vaste monde de la pauvreté, non identifiable comme tel à la «société civile».

5. P. 68, Carlos M. Vilas in « L'heure de la société civile » dans le numéro cité d'Alternatives Sud.

6. J.-Ph. Peemans in « Habitat, ville et enjeux de l'accumulation et du développement » ; Cahiers périphériques - 15; UCL

«C'est ici qu'apparaît la spécificité de la «société civile»: c'est en son sein que se trouve la possibilité de s'associer afin de satisfaire différents intérêts. Mais, également de s'associer pour se défendre des invasions que les intérêts de ces groupes subissent principalement, du fait de la structure économique, mais aussi souvent, du fait du système politique. Par exemple, un des principaux types d'associations, surgi dès la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe, ont été les syndicats qui, malgré leurs intenses relations et leurs connexions étroites avec les partis politiques ouvriers, ne peuvent être confondus avec ceux-ci, tout au moins au niveau de l'analyse (...)

La lutte pour l'hégémonie signifie donc la «critique» réelle d'une philosophie qui s'exprime à travers le sens commun qui prévaut dans une société donnée. Cela signifie qu'une éducation doit être réalisée au niveau populaire. Cette éducation a comme composante de première importance la dimension éthique : refus d'une morale d'adaptation et adoption d'une éthique supposant que les différents groupes sociaux soient disposés à payer le prix exigé par leurs valeurs. Cela demande l'élaboration progressive d'un langage collectif, de codes de communication, d'abord clandestins, mais qui, par la suite, deviennent publics. C'est pour cette

raison que l'on peut dire que la «société civile» est véritablement la conscience d'une nation. Arriver à construire l'hégémonie dans une société signifie donc créer les conditions d'une orientation culturelle et morale de la société.

D'où la nécessité de respecter l'autonomie des processus qui caractérisent la «société civile». Des mouvements de transformation sociale qui possèdent un potentiel important se développent, en son sein.⁷»

La société civile de gauche

Au-delà de l'acceptation médiatique et très générale de la société civile que nous avons considérée jusqu'à présent, il est clair que pour beaucoup d'entre nous, quand nous parlons de société civile, nous voulons parler de cette partie importante de la société civile qu'on peut qualifier de gauche, ou progressiste, ou alternative.

Cette société civile «progressiste» va des syndicats aux comités de quartier, en passant par les quatre grands courants alternatifs de l'écologie, du «genre», des droits de l'homme et de la solidarité

internationale. Mais on sait aujourd'hui qu'elle est riche d'une pluralité de mouvements et de regroupements divers qui ont pour signe commun de ralliement l'idée que «le monde n'est pas une marchandise», qu'un autre monde est possible⁸, et qu'il importe de le mettre en œuvre. On voit donc bien que cette société civile progressiste prend ses «distances» (terme qu'il faudra préciser) par rapport au marché et par rapport à l'État (dans certaines de ses manifestations). Cette société civile progressiste⁹ partage un certain consensus sur des valeurs de base :

- Importance de la démocratie la plus directe possible ; en tout cas rejet de tout autoritarisme;
- Acceptation des 4 grands courants mentionnés ci-dessus : écologisme, «genre», droits de l'homme et solidarité internationale;
- Un accent fort sur la question de l'inégalité sociale;
- Accordant une priorité au contrôle par la population de l'espace où elle vit; priorité de la vie locale sur la gestion de la situation de l'espace par des intérêts extérieurs;
- Majoritairement pacifiste;
- Misant majoritairement sur le droit pour consolider les avancées.

Alors que pendant longtemps on pensait pouvoir considérer que la société civile de gauche était concrètement représentée dès le moment où on prenait en considération les syndicats et les ONG de développement et éventuellement

7. Éléments théoriques pour comprendre la société civile, Julio de Santa Ana in Alternatives Sud – Société civile : lieu des luttes sociales, Vol. V (1998) 1, pp.61,62 et 65.

8. Idem.

9. Le développement actuel de la « société civile » se présente donc comme une articulation complexe de coupures et de continuités, de ruptures et de récurrences.

L'aspect qui ressort le plus de l'activation récente de la « société civile », c'est l'importance accrue des référents socio-culturels de l'action collective. C'est-à-dire l'extension de l'éventail d'identités que les acteurs construisent au cours de l'action sociale et des significations qu'ils leur attribuent. Les gens qui s'engagent dans des actions, des mobilisations, des revendications, etc., le font en tant que jeunes, en tant que femmes, hommes, noirs, indiens, habitants de quartiers marginaux, travailleurs, consommateurs, etc. Il existe un entrecroisement de facteurs particuliers, liés au sexe, à l'ethnie ou à la race, au travail, ou à des symboles, qui se combinent à un moment donné pour accentuer une identité territoriale – voisins de quartier, revendications régionales -, ailleurs encore, pour des revendications d'ordre culturel, et ainsi successivement. Du point de vue bio-démographique, il s'agit toujours des mêmes hommes et des mêmes femmes, mais cette pluralité de référents leur permet de se considérer à partir de points de vue divers et de définir en conséquence des parcours d'action différenciés. Face au concept capitaliste libéral qui réduisait les sujets sociaux à leur dimension d'homo oeconomicus, nous sommes en présence d'une complexité et d'une ouverture plus grandes dans la construction des sujets de l'action sociale. (L'heure de la société civile, Carlos M. Vilas in Alternatives Sud – Société civile : lieu des luttes sociales, CETRI, L'Harmattan, pp.69-70)

Leur expérience est la seule expérience de politique directe

Les gauches institutionnelles sont véritablement étrangères à la nature de ce mouvement, toutes sauf Rifondazione. Et encore Rifondazione le comprend-elle dans une de ses parties, et d'autres non, me semble-t-il. Ce mouvement est la grande nouveauté. Il ne l'est pas seulement pour ces camarades que nous critiquons, mais, je veux dire davantage, il l'est aussi pour nous. Nous ne connaissons pas, je parle pour moi, cette génération de jeunes, leurs parcours, et nous n'avons pas non plus compris le sens politique, si profond qu'il ne doit même pas être énoncé, de quelques expériences qui ont trouvé une coordination à Gênes. Prenons Vittorio Agnoletto : ce n'est pas un leader traditionnel, c'est un médecin de gauche et c'est pour ainsi dire, la lutte contre le sida qui lui a rendu plus clairs les mécanismes du monde. Même chose pour ceux qui travaillent depuis des années sur le commerce équitable et solidaire : ils connaissent l'OMC non par ce qu'ils en ont lu mais par expérience directe. Même chose encore pour bien d'autres. C'est une formation différente de la nôtre. Nous avons parfois considéré avec suffisance des mouvements généreux mais limités. Aujourd'hui, ce sont eux qui parlent du monde, leur expérience est la seule expérience politique directe, mise en pratique, que nous pouvons qualifier de globale. Elle aussi, rencontrera ses problèmes. Il me semble urgent à moi de relever les nôtres, et de saluer avec plus que de la solidarité le succès qui est le leur. Ils sont l'objet d'une grande provocation parce qu'ils ont montré que le monde, pas plus que Gênes, n'appartient aux puissants de la terre. Et qu'ils les ont inquiétés. C'est quelque chose que toi et moi définirions encore comme le combat contre le capitalisme. Mais dans une phase inédite.

Pietro Ingrao dans un entretien avec Rossana Rossanda – Il Manifesto, 23 juillet 2001 (Pietro Ingrao a été longtemps le leader incontesté de la gauche du Parti communiste italien, spécialiste des problèmes institutionnels, il a été Président de la chambre des députés italiens.)

les ONG de lutte contre la pauvreté, il est clair qu'aujourd'hui la société civile de gauche est constituée par une galaxie beaucoup plus complexe où non seulement viennent s'ajouter les groupes issus des 4 grands courants mentionnés plus haut, mais aussi des «mouvements» qui sont soit locaux ou sous-régionaux, soit d'ordre tout à fait global (ATTAC est devenu emblématique de cette catégorie). Et le danger n'est pas négligeable (mais il a pu être évité jusqu'à présent) d'une fracture entre les «institutionnels» et les mouvements radicaux plus spontanés. Et peut-être que la question devient alors celle posée par Olivier Mangain.

«S'il ne s'agit pas uniquement d'interpréter le monde mais de le transformer comme on disait hier, on a appris qu'on ne le

transformerait plus sur un mode hellénique et radicalement révolutionnaire, et surtout que le travail d'interprétation est plus indispensable que jamais, comment trouver les points d'appui, des capacités d'action efficaces passant par des institutions, s'inscrivant dans la durée et ne misant pas uniquement sur des formes souvent aussi éphémères que les coups de projecteur médiatique qui les accompagnent d'habitude ? » (Olivier Mangain, Esprit, p. 55, janvier 2000).

La question centrale du pluralisme

Ce qui devient central dès lors est la question du pluralisme, ou plutôt de savoir comment nous allons le gérer.

On peut partir de l'hypothèse — que la pratique confirme aussi bien à Porto Alegre que dans d'autres circonstances — que la grande diversité des groupes formant la galaxie de la société civile de gauche n'empêche pas des formes d'actions communes même si on n'est pas d'accord sur tout avec tout le monde.

Le danger est celui du «pluralisme plat», c'est-à-dire de la recherche du plus petit commun dénominateur. Ce qui est remarquable dans ce qui se passe aujourd'hui dans la société civile de gauche, c'est que ce pluralisme plat a pu être largement évité jusqu'à présent, mais qu'il faudra sans doute un effort supplémentaire à tous les protagonistes pour aller plus loin et faire de la diversité, de la pluralité des points de vue, une richesse.

Comme le disait Grazia Francescato¹⁰, «Il faut valoriser la différence... La diversité des points de vue peut être un élément de richesse... Nous ne devons pas «élaguer» les branches¹¹. Nous devons récupérer les valeurs d'une identité plurielle... Etre dans le mouvement (des non global) signifie le comprendre, dialoguer avec lui, et non pas en sucer les forces comme des vampires. Aussi le critiquer éventuellement sur certains retards ou simplifications, mais surtout comprendre quels filons de besoins et de droits il porte.».

Au-delà du «binaire»

Considérer la pluralité comme une richesse (à gérer !), admettre qu'il puisse y avoir des groupes plus «institutionnalisés» et des groupes qui le sont moins, et que le dialogue doit

10. Grazia Francescato a été la présidente des Verts italiens. Extrait d'une interview à l'Unita le 29/XI/2001.

11. Allusion à l'olivier italien.

être établi entre les uns et les autres, cela signifie aussi se méfier a priori de toute description seulement binaire de la réalité.

Ainsi, le manifeste d'intellectuels «Une gauche alternative se construit» qui est un texte remarquable nous semble toutefois réduire cette pluralité enrichissante¹², en le regroupant trop vite sur deux projets : le projet néo-keynésien et le projet post-capitaliste. Il y a, nous semble-t-il, beaucoup d'autres «projets». Ainsi, on peut penser qu'entre le néo-keynésianisme et le post-capitalisme, il y a place, par exemple, pour une démarche, qu'on qualifiera pour simplifier, de projet de «réformes de structures». Ce projet consiste à cibler des «nœuds stratégiques» du fonctionnement actuel du système capitaliste, pour les réformer et ainsi obliger le système à fonctionner autrement, toute réforme de structure devant être suivie aussitôt récupérée par le système¹³, par une bataille sur la réforme de structure suivante. Le projet de «réformes de structures» s'inspire à la fois du projet néo-keynésien, mais le pose en termes de «structures» pour déboucher sur une perspective «post-capitaliste».

De quelques problèmes qui méritent réflexion

On voudrait ici soulever quelques problèmes pour lesquels nous n'avons pas de solution mais que nous croyons important d'affronter.

Le premier problème est ce qu'un auteur a appelé le paradoxe de la société civile. Il faudrait dire le para-

doxe que la société civile doit affronter. Parlant de l'utopie concrète de la société civile, cet auteur souligne «le paradoxe apparent d'une majorité dénonçant les conséquences pratiques du système et de dominance des intérêts particuliers». Ce paradoxe apparent devrait être notre obsession : comment faire reculer cette contradiction dans les faits ? Comment établir par exemple le lien entre les luttes de terrain et les mobilisations à caractère symbolique ? On voit bien des «trajectoires possibles» : parvenir en pratique à donner la priorité par exemple aux transports en commun, au logement social, à un certain type de formation, au commerce équitable, etc. Mais il faut «articuler» tout cela !

Le second problème est celui du fonctionnement même de nos associations : fonctionnons-nous vraiment d'une manière préfiguratrice de l'autre monde possible ?

Même s'il est vrai que dans ce monde-ci nous travaillons dans ce qu'on a pu appeler un « encerclement » qui ne nous est pas toujours favorable, il y a deux questions au moins sur lesquelles nous devons réfléchir :

- Ne sommes-nous pas trop souvent comme des «féodalités» juxtaposées (pour employer un cliché un peu violent), c'est-à-dire des organisations où le pouvoir du leader (seigneur) est par trop absolu, sans que nous ayons mis en place pour tous ceux qui collaborent, des possibilités de dialogue, de recours, bref des possibilités de ne pas être acculé,

de ne pas être entièrement dépendant de quelqu'un d'autre, aussi progressiste soit-il ?

- Et est-ce que ces «féodalités» que sont souvent nos organisations, sont suffisamment à l'écoute les unes des autres ?

Il y a enfin un troisième type de problèmes : autant je crois qu'une priorité absolue doit consister à s'efforcer d'articuler mieux le monde syndical et le monde des ONG — et il faudrait ajouter au-delà des ONG, «les» mouvements sociaux, autant je reste persuadé qu'une «zone» d'«exclus» continue à exister, y compris dans nos pays, et que nous parvenons difficilement à les impliquer dans une démarche libératrice. D'où l'extrême attention que nous devons porter à tous ceux (personnes morales et physiques) qui parviennent à être congruents avec cette zone d'exclus, cette zone de «sans» comme on dit parfois aujourd'hui. Cela veut peut-être dire que nous devrions donner la priorité à la lutte contre le «dualisme croissant dans nos sociétés entre ceux qui constatent le caractère irréparable de leurs conditions inférieures et ceux qui rationalisent leur supériorité sociale comme un droit acquis» (V. Foa). ■

René DE SCHUTTER

12. Même si le texte très justement se termine pratiquement sur « Le Forum social mondial est un lieu privilégié de la convergence. Il ne fera pas l'économie de discussions internes sur les diversités.

13. Parce qu'elles sont évidemment toujours récupérées par le système, la question étant toujours celle de la « bataille suivante ».

Réflexions sur Gênes : Les points forts et les problèmes du Mouvement *

Pendant tout l'été de l'année 2001, bien plus longtemps qu'on ne pouvait l'imaginer, on a continué à parler de Gênes. L'attention s'est presque exclusivement concentrée sur les accrochages et sur la violence; ce résultat n'est pas innocent, ni nouveau. Il en a été de même lors des rendez-vous précédents (Seattle, Nice, Prague, Göteborg), sauf le premier Porto Alegre, dont on a peu parlé, parce que là c'est la participation sociale, et non la violence des combats de rue, qui a joué le premier rôle.

La violence d'Etat

Dans le cas de Gênes, cela dit, il était assez naturel que les échanges physiques occupent la scène: parce qu'ils ont été plus violents et plus dramatiques; parce qu'ils ont été précédés d'une campagne alarmiste et qu'on a exhibé pour y parer des préparatifs militaires insolents; parce qu'ils avaient lieu dans un pays - l'Italie - qui garde le souvenir d'événements semblables, dont la stratégie de la tension s'est servi bien des fois pour piéger de grands mouvements de masse. Enfin, «Gênes», c'était au lendemain de

la victoire du centre-droit, et l'événement se présentait dès lors comme l'occasion d'une réaction populaire, qui a élargi l'éventail des adhésions au-delà des attentes.

Il était essentiel pour le nouveau gouvernement italien, non seulement de se montrer capable de «maintenir l'ordre» mieux que quiconque, mais encore — vu qu'il n'était pas possible de réduire la manifestation, étant donné son ampleur, en quantité comme en qualité, à la contestation d'une minorité marginale — de pouvoir à tout le moins dénoncer le caractère irrationnel du mouvement, animé certes (telle était l'interprétation suggérée) d'excellentes intentions, mais voué fatalement à s'empêtrer dans la spirale de la violence. D'où le choix, non seulement de tolérer mais, bien plus, d'utiliser l'action prévisible d'une minorité pour impliquer l'ensemble du mouvement, et démontrer ainsi à quel point sont fragiles les frontières entre les bons et les méchants.

Si l'objectif du gouvernement avait été atteint, on aurait ensuite fait donner le bloc social et culturel

qui a fait le succès électoral de Berlusconi, pour creuser le fossé entre le nouveau mouvement et l'opinion publique démocratique, et travailler ainsi à diviser une opposition qui ne l'est déjà que trop. A l'inverse, l'opération a joué le rôle d'un boomerang et l'extraordinaire débat sur les «événements de Gênes» a pu exercer à plein son utilité, accroissant leur impact, agrandissant leur image, magnifiant leur signification unitaire et pacifique.

Dans cette optique, la capacité du mouvement à récolter des témoignages, à mobiliser des cinéastes, des journalistes, des intellectuels, des magistrats, a été décisive, au point qu'il a inversé le cours de l'opinion publique. A preuve les grandes manifestations de masse du lendemain et le retour à l'engagement politique de couches de la vieille gauche devenues passives depuis un moment.

Toutefois, des expériences semblables dans le passé devraient nous apprendre — Agnoletto et les autres coordinateurs du mouvement l'ont répété à plus d'une reprise — qu'à long terme, la spirale lutte / répression / combat

* Les sous-titres sont de la rédaction.

contre la répression, ne contribue pas à la croissance du mouvement et risque tout au contraire de le renverser en son contraire. Il importe donc de mener plus loin la réflexion : d'un côté sur la question spécifique du rapport violence/pacifisme, jamais close une fois pour toutes — pour la bonne raison que le dilemme renaît à chaque occasion, y compris pour ceux qui ont fait un choix de principe; de l'autre, et surtout, sur ce qu'est ce mouvement et sur ce qu'il peut devenir. C'est une réflexion qui ne fait que commencer et qui nous concerne tous. L'ignorer en alléguant l'autonomie du mouvement, ce serait simplement jouer les Ponce Pilate.

Le surgissement du mouvement

Une première réflexion sur le sujet, avant toute autre chose. Presque tout le monde a exprimé sa stupéfaction devant ce qui a été considéré comme le surgissement imprévu d'un mouvement qui semblait né de nulle part: venu de très jeunes gens, nés après 80, c'est-à-dire bien après l'époque de la montée puis du déclin des mouvements antérieurs, devenus adultes après la fin du PCI (Parti communiste italien), l'effondrement de l'Union soviétique et de son univers. En somme après une éclatante rupture de continuité. D'où diable pouvait alors bien sortir la politisation de ces jeunes qui avaient occupé les rues de Gênes? D'où un appel aussi fort aux valeurs de base (si ce n'est à la culture) de la gauche?

Paradoxalement, on pourrait dire qu'ils sont, ces jeunes, les enfants naturels (et non souhaités) du libéralisme qui, à force de prêcher puis de mettre en œuvre la flexibilité et la précarité, dans le déclin des sécurités, a fini par créer le désamour à l'égard de la méritocratie, de la compétitivité et des pratiques de vie qu'elles imposent, et donc l'indifférence et aussi le dégoût à l'égard des mythes de l'efficacité et du succès. De là la distance à l'égard de l'establishment, un penchant naturel à la rébellion.

Ce qui pourtant ne saurait suffire à tout expliquer. C'est qu'en réalité ces jeunes ne viennent pas non plus de la traversée du désert. Comme d'ailleurs 68 - mais dans des formes très différentes — le nouveau mouvement n'est pas un phénomène imprévu; c'est le produit d'un processus complexe, qui a engendré bien autre chose qu'un météore, même si ce n'est pas encore l'embryon de l'alternative anticapitaliste post années 90. C'est le résultat d'une série de facteurs qui ont agi les uns sur les autres: un long travail intellectuel de la culture laïque (et la prédication d'une partie de l'Eglise: les croyants, et leurs enfants, étaient nombreux à Gênes) qui a démystifié la pensée unique qui avait paru triompher pendant quelques années; la prolifération d'expériences multiformes de contestation à partir de la base, animées par une culture «du faire», anti-idéologique, volontairement éloignée des institutions et des forces politiques existantes, toutes consi-

dérées avec méfiance (facteurs, par ailleurs, qui apparentent les «Forums sociaux» au mouvement scout); l'émergence, enfin, de quelques phénomènes objectifs qui se sont chargés de démontrer que d'une part le nouvel équilibre historique du capitalisme n'est pas en mesure de garantir une expansion continue, et que d'autre part il n'est pas le fruit des automatismes du marché, mais de choix politiques bien précis. Ce dernier point, en somme, est encore une analogie avec le mouvement de 68, qui a pris corps quand ont commencé à devenir perceptibles les limites, et les ambiguïtés, du développement de ce qui s'appelait alors «néo-capitalisme», en même temps qu'on sentait venir la fin d'un cycle.

La référence de Seattle

C'est en somme à bon droit que le nom de Seattle a fini par représenter le mouvement - parce que c'est dans cette ville du Pacifique septentrional que tous ces facteurs en sont venus à converger, à désigner un adversaire commun à des groupes sociaux et à des organisations très diverses. Et pas seulement: c'est à partir de Seattle qu'on a découvert qu'une aire critique, sociale et surtout culturelle, se développait bien au delà des limites de la minorité contestataire, et qu'une certaine incertitude de soi, une fêlure intérieure, étaient en train d'émerger dans l'establishment lui-même. En effet, sur les thèmes proposés par le mouvement, les églises ont débattu, les gouvernements du Tiers-

Monde ont trouvé un peu de force pour l'un ou l'autre geste de réaction face à l'arrogance du Nord, l'Europe, même si c'est avec une énorme timidité, a accentué sa différence du modèle américain, les syndicats et les forces de gauche, désorientés par la disponibilité inattendue et par la réactivité politique et idéelle d'une nouvelle génération désormais homologuée, ont eu quelques réactions.

Quand ce ne serait que sur le plan culturel, le résultat n'est pas mince: il a induit une crise de légitimité sans précédent des nouveaux pouvoirs «globaux» et leur choix d'aller se cacher dans des lieux inaccessibles — à Doha, dans l'émirat du Qatar, le sommet de l'OMC; dans un village perdu des Rockies Mountains canadiennes, le prochain G8 — a fini par les rendre ridicules.

A Gênes, les potentialités des forces mises en campagne ont pu se mesurer à plein et c'est dans ce sens que vaut la comparaison avec 68. A condition de ne pas faire l'économie d'une réflexion sur la manière dont ce mouvement d'il y a trente ans a fini, de la diversité de ses racines culturelles, et politiques en général, par rapport à aujourd'hui, et de l'évolution des rapports de force dans le monde.

Les points forts

Les points forts du nouveau mouvement par rapport à celui de 68 sont nombreux. Le premier consiste — me semble-t-il — dans la conscience qu'il a acquise de l'im-

portance du consensus; indicatif à cet égard le recours continu, dans les écrits de ses animateurs, au concept gramscien d'hégémonie, un recours à la nécessité d'impliquer les autres, de se faire comprendre, et avant tout de se comprendre soi-même, alors qu'en revanche 1968 a été dominé par de grands sectarismes. C'est aussi pour cette raison que, malgré la pluralité des sujets en action, le mouvement a déjà réussi à choisir quelques priorités précises communes à un arc très large: le thème de l'inégalité, par exemple, a acquis un pouvoir de persuasion sans comparaison avec le passé, d'autant plus grand que l'actuelle pauvreté de populations entières du Sud du monde et d'aires croissantes de la société opulente, n'apparaît pas comme un héritage du passé en voie de disparition, même si c'est lentement, mais, au contraire, comme le fruit le plus moderne d'une modernité qui creuse un sillon toujours plus profond.

Le thème de l'environnement aussi a désormais une valeur différente de ce qu'elle était dans le passé, parce que la crainte ne concerne plus un avenir indéfini mais le présent, et qu'elle met en question tout le modèle de développement et de consommation. Ce qui était l'intuition d'une minorité est devenu désormais une expérience de masse et une conviction scientifique majeure.

Il en est ainsi encore pour le thème de la démocratie, dont le mouvement a su mettre la crise au centre de sa dénonciation, en donnant à

voir de façon efficace les processus dégénératifs induits par le transfert des pouvoirs réels à des organismes soustraits à tout contrôle, par la sur-puissance du pouvoir oligopolistique des media, par un arrogant retour sur la scène du pouvoir militaire.

La liste des thèmes qui font l'objet d'un consensus au sein du mouvement, la liste de ses «bonnes raisons», qui met en évidence une chaîne lisible de responsabilités (FMI, OMC, banques centrales, mais aussi les mécanismes pervers qui jouent au sein d'institutions apparemment appuyées sur des règles constitutionnelles comme l'Union européenne), cette liste est longue.

Les contradictions possibles

Tous les points forts du mouvement, toutefois, peuvent se renverser en leurs contraires. Certes, c'est une richesse extraordinaire que la multiplicité des sujets en son sein, et d'importants pas en avant ont été faits pour réduire les contradictions objectives entre des intérêts divergents, avec les incompréhensions qu'elles entraînent. Mais les divergences objectives persistent, et ce serait une sottise de dissimuler l'effort qu'il faudra faire pour les combler, en se contentant d'une «unité dans la diversité» qui, à la longue, risque de ne pas résister. Ce sont des contradictions sérieuses que celles qui s'ouvrent entre les travailleurs des pays industrialisés et les travailleurs des pays moins dévelop-

pés, sur le thème, par exemple, de la généralisation de normes sociales et environnementales. De même, le thème des droits humains universels, la nécessité de les garantir partout, est certainement une bataille sacro-sainte, mais elle se heurte souvent au désir de sauvegarder le pluralisme culturel, à la défense de traditions qui ne disparaîtront jamais par le seul effet d'une intervention ressentie comme fondamentalement «occidentale» (comme nous l'apprend l'affaire du Tchad à l'école). La peine que l'on éprouve à affronter la question de l'entrée de la Chine à l'OMC nous apprend aussi quelque chose; certes, on peut tomber d'accord avec la thèse qui soutient, au nom de la diversité des modèles de développement, qu'il vaudrait mieux, pour le peuple chinois, que la Chine reste en-dehors; mais peut-on par ailleurs tenir pour entièrement désintéressées les barrières mises à l'entrée de la Chine au nom des droits de l'homme, par ceux qui semblent ignorer la présence dans les rangs de cette même OMC de régimes qui ne sont certainement pas plus respectables? La contradiction entre le pacifisme et le choix de réagir par la violence à une domination violente n'est pas non plus facile à écarter. En paroles peut-être, mais dans les faits, non, tant il est vrai qu'on cherche toujours une réponse adéquate aux interventions israéliennes en Palestine.

Local et global

Une chose encore: ç'a été certainement une force du mouvement d'avoir pu faire comprendre aux

appareils syndicaux et à ceux des partis de gauche — si terriblement paresseux, réticents à dépasser l'horizon étroit du débat national, et cela nonobstant les déclarations rituelles et, pour les Européens, un demi-siècle de Marché commun — à quel point la lutte s'était déplacée au niveau international. Mais c'est en revanche une faiblesse objective qu'à ce niveau, hélas, il faille des temps infinis pour parvenir à un résultat et que ce résultat, au surplus, il est difficile de l'obtenir si l'on ne peut faire levier sur des forces politiques alternatives.

Prenons par exemple le cas de la dette du Tiers-Monde: en obtenir l'annulation est certes important, mais pour que ce soit vraiment utile, l'annulation devrait s'accompagner de politiques économiques complètement différentes de celles qui sont en vigueur aujourd'hui, de politiques qui empêchent que, fatalement, la dette recommence à gonfler. Ou bien encore, dans le domaine de l'environnement: aucun objectif de réduction des dégâts ne peut tenir, même dans le cas où le protocole de Kyoto serait intégralement appliqué, si n'est pas amorcé un tournant radical de la politique énergétique; ce qu'il est impossible d'obtenir — c'est là qu'est la différence radicale avec les luttes du mouvement ouvrier — à la manière dont on arrache une réduction du temps de travail ou une augmentation de salaire.

Toutes les questions ont une dimension globale, mais au niveau global les points d'attaque concrets ne sont pas nombreux. A

la longue, le fait de «penser globalement et agir localement», si on ne trouve pas une médiation, conduit à ne plus penser globalement du tout (si ce n'est au niveau symbolique) et à n'agir localement que sur des objectifs marginaux; avant tout à cause du type d'enracinement social du mouvement, fort, dans ce cas aussi, de sa mobilité et de sa flexibilité, mais faible parce que — en dehors des rendez-vous mondiaux fixés à l'agenda dicté par les puissants — il risque de se retrouver partout, mais concrètement nulle part, confronté à la difficulté de ne pas avoir de liens et de racines suffisants pour peser réellement sur la politique du pays où il travaille, et dès lors de ne pas se trouver une base sociale plus large, des interlocuteurs et des adversaires politiques précis.

Entendons-nous bien. Ce que je dis là n'est pas du tout une invitation à renoncer à l'approche globale et à favoriser la tendance (qui est présente dans le mouvement et qui, partout où elle prévaut, est fatale) à se replier sur le local, en donnant le branle à une conflictualité éparse et fragmentaire, tissée d'expériences exemplaires, et cultivant ainsi l'illusion d'échapper aux pièges de la politique. Il n'est écrit nulle part en effet qu'un mouvement social, pour se différencier des partis, doive renoncer à la formation de ses cadres, aux structures organisationnelles qui définissent son identité, son projet, ses itinéraires, ses alliances. C'est ce qu'a fait, aux origines, le mouvement ouvrier sur son versant syndical, et c'est ainsi qu'il a grandi,

toutes choses qui seraient plus nécessaires aujourd'hui que jamais pour refonder l'idée même de politique.

Ce n'est pas facile, inutile de le répéter. Mais le problème d'un possible va-et-vient entre l'extrême fragmentation du nouveau mouvement (qui d'ailleurs est le fruit de sa richesse et de sa variété) et le caractère par trop virtuel et symbolique de l'unification qu'il propose doit être souligné. Il doit l'être d'autant plus dans un pays comme l'Italie où, plus encore qu'ailleurs, alors que refait surface, avec la lutte des métallurgistes, le thème de la recomposition des tâches et celui d'un nouveau système de négociation collective, alors qu'explose la crise du syndicalisme confédéral en même temps que celle de l'unité syndicale, le besoin d'une refondation apparaît à l'évidence. Un pays dans lequel, précisément quand la question de l'environnement prend un tel relief, on assiste à la diaspora des mouvements et des partis verts qui se sont nourris de ce thème, affaiblis qu'ils sont, incertains, pris de timidité au moment d'affronter les nœuds les plus résistants, ceux qui conditionnent l'alternative écologiste, à commencer par la question énergétique.

Le saut culturel

Une présence plus structurée est nécessaire aussi pour permettre un saut de qualité culturelle. La lecture des centaines de mails hebdomadaires que les réseaux nous adressent montre que les contributions

collectives et individuelles offertes à la réflexion sont riches et multiples; mais comment ne pas voir le risque, justement dénoncé par François Houtart à Rio, que le mouvement se transforme en un «supermarché des alternatives», qui appauvrit l'analyse des nouvelles contradictions (en généralisant bien au delà de ce qui est tolérable, sans distinguer entre pays et pays, entre gouvernement et gouvernement, entre force politique et force politique, renonçant ainsi à se servir des contradictions internes de l'interlocuteur) et ramène l'initiative à des thèmes finalement par trop minimalistes.

Tenter ce travail collectif pour cerner les priorités et les itinéraires communs, cela ne veut pas du tout dire ne pas respecter la diversité du mouvement; au contraire, il s'agit d'en respecter les potentialités, en lui évitant de grandir uniquement à travers des manifestations de rue, qui, certes, sont indispensables pour occuper la scène et pour faire circuler le message mais qui, à la longue, - même si la non violence est inscrite dans l'ADN du mouvement d'aujourd'hui, (à la différence de celui de 68), même s'il ne fait pas de la prise du pouvoir un mythe - risquent d'entraîner tout le monde dans la pratique de l'affrontement, et de se faire infiltrer par la culture d'en face, au point de s'enliser, même sans le vouloir, dans la spirale lutte / répression / lutte contre la répression. Gare, par exemple, à la tentation de s'épuiser dans la discussion sur le lieu où devraient se tenir les prochains sommets du pouvoir. En fin

de compte, la rencontre la plus riche a été celle précisément de Porto Alegre, où, de «grands», il n'y avait pas trace, où c'est au contraire un substantiel tissu social qui a réagi sur lui-même.

La gauche politique ?

J'ai laissé pour la fin la considération la plus susceptible, potentiellement, d'être porteuse de malentendus (et de soupçons, compte tenu de la funeste prolifération de groupuscules hyper-idéologiques post soixante-huitards): celle de la constitution d'une nouvelle gauche proprement politique, que ce soit sur le versant alternatif (elle constituerait dans ce cas une référence possible pour le mouvement, sans en faire partie) ou sur le versant réformiste. Je ne crois pas du tout que le mouvement n'ait pas besoin de la politique, au sens d'un sujet organisé, autonome, porteur d'un projet complexe à long terme, qui joue sur le terrain des grands pouvoirs, et qui participe à ce titre à toutes les étapes de la vie institutionnelle (en ce compris les élections, étape incontournable si l'on veut bien se passer de la prise du Palais d'Hiver). Sans un tel (ou de tels) sujets pour interlocuteurs - Emir Sader, l'un des promoteurs du Forum mondial de Porto Alegre, dans Amérique latine. Tous les Suds du monde, a mille fois raison de mettre cette question au centre de son discours - le mouvement risque de s'épuiser dans une conflictualité subalterne et qui ne débouche sur rien, ou qui risque de se noyer dans une révolution passive. Déjà c'est arrivé, par de mul-

tiples aspects, en 68; ça pourrait arriver encore, et a fortiori, aujourd'hui, tant est frappant le brutal déclin des forces et des formes historiques dans lesquelles la lutte de classe avait trouvé son expression éthico-politique et sa place dans l'Etat. Tant est énorme aussi la distance qui s'est créée entre la contestation diffuse qui a repris force et le pouvoir sans limites qui domine le monde, et tant paraissent absentes les médiations crédibles et les sujets capables de tracer une perspective.

Eluder ce problème, ce serait une erreur fatale, erreur dans laquelle, malheureusement, on risque déjà de tomber: considérer le nouveau

mouvement comme une solution, dès à présent exhaustive en elle-même, à la crise qui ronge la gauche à ce tournant de siècle. Le mouvement est une occasion extraordinaire pour l'affronter et pour commencer à la surmonter, occasion qui peut être perdue aussi bien si on le sous-évalue que si on le mythifie. Une erreur que quelqu'un qui vient de l'expérience du Manifesto a déjà commise (avec beaucoup d'autres), dont il connaît le prix et qu'il a donc la responsabilité toute spéciale de signaler.

Je sais bien que ce dernier objectif est le plus dur à atteindre, qu'il peut produire des accélérations artificielles aussi bien que des gau-

chissements, et qu'en tout cas il n'incombe pas directement au mouvement. Je dis seulement que le mouvement ne peut rester indifférent au problème, et moins encore méfiant à son égard. Difficile ? A coup sûr. Mais à la «prochaine station espérance» que chante Manu Chao, il devrait bien aussi y avoir un espace pour réaliser ce vœu.

Luciana Castellina (Elle est, en Italie, la représentante la plus connue de la «gauche indépendante», spécialiste de Gramsci, elle a été plusieurs fois députée)

*La rivista del Manifesto, septembre 2001
trad. France Hardoux*



Amérique latine : la société civile en ébullition

1. Quelle société civile et pourquoi ?

L'impact des politiques d'ajustement structurel, dictées aux gouvernements d'Amérique latine, par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale au nom du grand capital pendant la dernière décennie du siècle passé, se traduit par un taux de chômage élevé, une augmentation de la pauvreté, une décomposition sociale et une crise politique qui ont entraîné une frustration des espoirs d'une vie démocratique dans la région, après de longues périodes de dictature militaire durant les décennies antérieures qui ont laissé de profondes blessures et des traumatismes politiques importants.

L'exemple le plus frappant des conséquences des réformes néolibérales est l'augmentation effrénée de la pauvreté : à la fin des années 1990, plus de 36% de la population du continent vivaient dans la pauvreté et 14% dans une extrême pauvreté. Ceci est particulièrement grave dans les zones rurales. Dans des pays comme le Brésil, la Colombie ou le Venezuela, la moitié de la population rurale vit dans

la pauvreté, au Mexique et en République dominicaine près de 50% des pauvres vivent à la campagne, tandis qu'au Honduras, 80% de la population rurale vit sous le seuil de pauvreté. Le millénaire a commencé avec 224 millions de Latino-américains pauvres.

Dans beaucoup de cas, la société civile latino-américaine a dû se reconstruire à partir de rien. Par le biais d'assassinats sélectifs et de terreur massive les dictatures ont par le passé, considérablement réduit, quantitativement et qualitativement, les capacités des groupes et des secteurs sociaux qui résistaient à la prépondérance du marché dans la vie sociale et à la domination du capital transnational. Ainsi, les régimes dictatoriaux, dont le goût pour le pouvoir les a fait durer plus que prévu, ont fait le «sale travail» d'élimination des leaders populaires, démantèlement des organisations et de soumission à la terreur.

A ce niveau, il faut faire une halte pour expliquer ce que l'on entend par société civile et ne pas tomber dans la naïveté ou les clichés : si nous acceptons que la société civile correspond à l'ensemble des rapports sociaux qui inclut les rapports

économiques et constitue par conséquent un espace où se produisent des luttes et des contradictions sociales, alors il vaut mieux parler d'une société civile organisée et populaire, caractérisée par sa vocation de résistance aux différentes formes d'exploitation humaine émanant de l'imposition des normes du marché sur le reste de la société.

C'est cette société civile qui a été gravement blessée en Amérique latine et qui se reconstruit en tant que réponse au néolibéralisme mondialisé et à ses expressions locales. Cela s'exprime surtout à travers les mouvements sociaux et les organisations populaires et non gouvernementales réunis autour de thèmes émanant de l'origine ethnique (les mouvements indigènes, le zapatisme inclus), du genre (variantes du féminisme et organisations familiales), de religion (communautés de base, etc.), d'emploi (paysans sans terre, ouvriers sans emploi ou sous-employés) et d'autres, mais qui ont été appelés à converger autour de certains grands thèmes qui à la fois incluent et dépassent les questions particulières.

Non seulement ces thèmes dépassent les identités particulières des groupes qui forment la société civile, mais ils dépassent également la condamnation des abus du système de marché, et vont au-delà de la « lutte contre la pauvreté », un sujet très répandu aujourd'hui mais qui souvent ne passe pas par une véritable analyse des causes sociales et se limite au seul allègement des effets du système. Les caractéristiques de ces mouvements sont, en premier lieu, leur qualité de compréhension de tous les intérêts et des identités particulières ; en deuxième lieu, leur relation directe ou indirecte avec les causes profondes des problèmes posés et enfin, la possibilité qu'ils offrent de développer des actions et des réflexions à court, à moyen et à long terme.

Au cours de la récente rencontre du Forum Social Mondial, célébrée pour la deuxième fois à Porto Alegre (Brésil) au mois de février dernier, sont apparus les thèmes qui, pour l'Amérique latine, réunissent ces caractéristiques importantes. Et l'on a pu mesurer l'existence d'une conscience de son importance régionale et locale et de son influence directe dans la vie quotidienne des citoyens. De manière globale, ces thèmes étaient : la lutte contre la Zone de Libre Commerce des Amériques (ALCA) et la lutte contre la militarisation de la région (le plan Colombie par exemple).

2. Les thèmes de convergence

a) L'ALCA

ne passe pas par une véritable analyse. Pour les promoteurs de l'ALCA, il s'agit d'obtenir l'intégration économique du continent sous la tutelle nord-américaine avec l'appui de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), éliminant pour y parvenir, les contrôles du commerce et de l'investissement étranger, ainsi que les subsides aux exportations agricoles si importants pour les économies de ces pays. Ceci affectera également les secteurs publics, juridiques et de services, subordonnant aux économies les plus puissantes, les économies latino-américaines affaiblies.

Une énorme manifestation contre l'ALCA a peuplé les rues de Porto Alegre en février dernier, un acte symbolique mais démonstratif des positions de la société civile face à ce problème. Les secteurs les plus divers de la société civile continentale et mondiale étaient présents. Diverses actions sont prévues dans un futur proche et à moyen terme également, car la signature des accords est prévue pour 2005. S'il nous est impossible de l'empêcher, d'autres variantes et initiatives de lutte devront suivre les actuelles.

b) La militarisation régionale

ne passe pas par une véritable analyse. Les mouvements contestataires, militaires (guerrillas) ou d'un autre genre, mettent en danger ou du moins retardent l'évolution « nor-

male » du projet des transnationales et du capital international, ce qui entraîne la nécessité d'une répression discrète. Nous ne sommes plus à l'époque des dictatures militaires et le « sale travail » doit se faire plus délicatement au nom de « plus grandes valeurs » partagées par tous. L'intervention militaire dans le continent, réalisée en temps de démocratie politique, doit donc prendre d'autres formes et d'autres motivations apparentes. C'est ici que vient jouer un rôle marquant la « lutte contre le terrorisme » déclenchée par les Etats-Unis, à partir des événements du 11 septembre 2001 qui ont laissé les mains libres pour une action militaire plus étendue dans le monde.

L'exemple le plus frappant est celui de la Colombie, caractérisée par un chaos social et une situation de violence incontrôlable où la militarisation est justifiée par de prétendus liens de la guérilla avec le narcotrafic et l'action des paramilitaires, dont la présence est aujourd'hui indéniable. Pour « sauver » la Colombie de ce chaos, il est proposé un plan international avec une forte composante militaire, dont la véritable finalité tend vers l'élimination de toute forme de résistance populaire.

Ce qu'on appelle le Plan Colombie permettra alors aux Etats-Unis de consolider une forte présence militaire dans la région. Tirage de L'ALCA pré-tend étendre le Traité de Libre Commerce à la région. Il agit de-tisse le travail de gouvernements fidèles alliés aux politiques néolibérales et de plus en plus ouverts à la présence des transnationales.

Dans le discours qui le justifie se mêlent maintenant la guerre contre la drogue et la nouvelle guerre contre le terrorisme lancée par Washington après le 11 septembre 2001. Sur les listes noires nord-américaines, apparaissent d'ailleurs les mouvements guérilleros colombiens.

La militarisation du continent a pour principaux objectifs le contrôle politique nord-américain, l'expansion de l'économie transnationale à travers l'ALCA et la stabilité interne des gouvernements chargés de faciliter cette expansion. Dans les dernières décennies, la politique nord-américaine dans la région est passée de la « doctrine de la sécurité nationale » (appui aux dictatures militaires), à la « promotion de la démocratie », pour établir des systèmes politiques garants des intérêts nord-américains et, aujourd'hui, à la « guerre contre le narcotrafic/terrorisme » qui prolonge, étend et consolide le cycle de domination.

c) Dangers et alternatives

Au sein d'une société civile reconstituée à la suite de longues périodes de dictature construite sur des Etats forts voire asphyxiants, peuvent se développer et de fait se développent déjà certaines tendances anti-étatiques, qui prétendent que les organisations de la société civile se substi-

tuent à l'Etat dans ses obligations, ce dernier étant le plus souvent considéré comme inefficace et corrompu. Le danger de ces tendances poussées à leurs extrêmes peut être la justification indirecte des processus de privatisation ou même une tendance à soustraire à l'Etat d'importantes responsabilités sociales et à tomber dans les mains d'un système qui tente par n'importe quel moyen de récupérer le discours et les actions de la société civile.

L'anti-étatisme et la récupération de la part du système sont des voies qui ont mené à la perte de bien des efforts, qui ne remettent en aucun cas en question la logique du système, et qui ne développent aucune alternative pour la construction d'un autre type de société. Ce sont les principaux dangers que doivent affronter les sociétés civiles en Amérique latine, en plus bien entendu, de la répression systématique accompagnée de militarisation.

Malgré cela, des alternatives se développent et ont atteint une importante visibilité durant le second Forum Social Mondial à Porto Alegre, à travers les mouvements sociaux et les organisations non gouvernementales. Ces alternatives peuvent paraître partielles, puisque qu'elles se réfèrent aux différents secteurs spécifiques : les réunions des femmes, les jeunes, les homosexuels, les paysans, les groupes indigènes, les syndicats, les

religieux, les artistes et les intellectuels; mais tous identifient la mondialisation néolibérale et plus encore, le système capitaliste dans son ensemble, comme principale cause des maux sociaux d'aujourd'hui.

Cette délégitimation croissante du système - de « il n'y a pas d'alternatives » on est passé à « un autre monde est possible » - pourrait déboucher sur l'apparition d'une nouvelle culture, une culture reprenant des éléments symboliques et historiques d'époques antérieures de protestation sociale — l'image du Che, par exemple — et renouvelle leur contenu par une pensée anti-néolibérale et anti-système. Le terme « socialisme » revient, dépouillé du lest stalinien qui a fait tant de mal. Les diverses utopies tendent à converger, mais ont besoin de l'élan de ses porteurs.

A court et moyen terme, les luttes contre l'ALCA et la militarisation, pourraient servir à un large éventail de tendances et de mouvements latino-américains pour rencontrer les points de convergence nécessaires face au pouvoir du marché, en même temps que se poursuit la construction d'une culture de la résistance et que se multiplient et se coordonnent les alternatives, basées sur l'équilibre dialectique entre unité et diversité. ■

Benito Martinez
(Historien, journaliste et écrivain cubain travaillant au Centre Tricontinental (CETRI) de Louvain-la-Neuve.)

Afrique : les mouvements sociaux et l'Etat

LES EXPRESSIONS D'UN BESOIN D'ETAT, UN DISCOURS CENSURÉ

L'Afrique est terre de révolte politique et intellectuelle contre le capitalisme qu'elle connaît seulement sous sa forme polarisante qui a conduit à la situation de détresse d'aujourd'hui.

Les expressions d'un besoin d'Etat sont multiples mais elles sont voilées, parasitées par le discours dominant de la tutelle internationale qui s'appelle: bonne gouvernance, libérer les initiatives du secteur privé, laisser la société civile expérimenter ses initiatives, décentraliser la prise de responsabilités,... Une fois encore, les Africains sont invités par la Banque mondiale, les bailleurs de fonds internationaux, les ONG à emprunter les mots des autres pour décrire leur réalité. Les Africains ont été coupés d'un certain nombre de capacités de construire leur modernité, selon leur propre schéma, déjà par la traite des nègres, par la colonisation ensuite. L'historien Achille Mbembe nous rappelle, à juste titre, l'héritage que les Occidentaux ont livré à l'Afrique pour ce qui est de l'Etat: sous la colonisation, l'acte qui instituait l'autorité souveraine n'a constitué à aucun moment un pacte ou un contrat; il n'y a jamais eu de réciprocité d'obligations entre le citoyen et l'Etat. C'est cela qu'es-

saient de penser les mouvements sociaux actuels. A une époque où la pensée hégémonique de la mondialisation nous dit : l'intégration est du ressort de la responsabilité de l'individu et non pas d'un contrat.

Les Africains qui s'expriment sont à la recherche d'un contrat. Besoin de sécurité d'abord : sécurité des personnes, sécurité foncière, d'avoir le droit reconnu de travailler la terre. Besoin de légitimité ensuite: qu'il y ait une instance nationalement et internationalement reconnue pour faire droit. Besoin d'efficacité enfin. La tutelle internationale travestit ces besoins; elle ne retient qu'un besoin de légitimité : que l'instance qui produit les normes du droit de propriété soit reconnue légitime.

Les acteurs africains, nous dit Mamadou Diouf, historien au CODESRIA, voyagent, à la recherche des mots justes qui diront leurs luttes. (Voir encadré page 18)

L'EXPRESSION DES BESOINS D'ETAT

Tant le CODESRIA que le GEMDEV ont fait l'hypothèse que les bases d'une reformulation de l'Etat et des relations qu'entretiennent avec lui les sociétés qui le composent sont en train d'émerger. Mais les manifestations de cette recombinaison sont masquées. D'abord parce qu'ils empruntent aux pra-

tiques des habitants plus qu'à l'expression d'une autorité centrale, les modes de réinvention de l'Etat sont mal identifiés. Ensuite parce que depuis les indépendances, les travaux de recherche ont été prioritairement orientés sur la centralité de l'Etat. Or, des espaces et des groupes de population échappent, en tout ou en partie, à cette centralité ou n'y font pas référence. (Voir encadré page 20)

Ces espaces anétatiques ne sont donc pas sans substance sociale ni politique. Ils concernent surtout des fonctions collectives (écoles, infrastructures, justice) gérées de façon autonome par des organisations constituées spécifiquement à cet effet.

La multiplication de ces groupes problématiques face aux absences d'Etat, porte un risque: celui que le social se dépolitise et le politique se désocialise sans que la rupture ou la déperdition de l'un en l'autre ne ruine le système global. Face à ce risque de rupture structurelle entre ces deux pôles dominants du social qui ferait que le social se pense, se dit et se fait sans le politique et vice versa, le GEMDEV propose une piste de travail: identifier les processus qui permettraient de conforter le renversement des rapports entre l'Etat et les espaces locaux qui le composent: comment le premier évolue-t-il à partir des pratiques de pouvoir et des pression des seconds ? Où et comment se

En temps de crise, les acteurs sociaux voyagent

La décomposition du projet nationaliste s'ouvre sur trois événements : l'adoption des programmes d'ajustement structurel, l'intensification des mouvements sociaux et les réfections institutionnelles et constitutionnelles des modes de gestion politique des sociétés africaines.

Bien qu'elle soit la plus courte des séquences de l'histoire africaine, elle est l'une des plus dramatiques et des plus contradictoires. A la crise économique domestique, combinée et accentuée par le décrochage des économies africaines du marché mondial - les ingrédients de l'afropessimisme - répond comme un écho, une effervescence populaire, l'ouverture de nouveaux territoires à la sociabilité, à l'économique et au politique du quotidien et du communautaire, la délimitation de l'affichage de modernités alternatives et de sites d'expressions politiques, célébrés par certains comme les signes de «l'avènement de la barbarie» et par d'autres comme l'avènement d'une «seconde indépendance africaine». Une espérance africaine contre l'afropessimisme de la modernité occidentale.

La démographie a jeté sur la scène politique africaine, une nouvelle génération, née après l'événement fondateur des nations africaines, les indépendances.

Accrochée à des traditions réinventées et mixées avec des valeurs d'un monde global, exclue de la munificence postcoloniale et de ses lieux de sociabilité, (reconnaissance, droit à l'expression, au travail, à l'éducation, ...) numériquement majoritaire et politiquement réduite au silence des cadets sociaux, elle s'invente sa propre sociabilité dans des entreprises communautaires et/ou religieuses. Animatrice de la violence politique, des émeutes urbaines aux armées intégristes islamiques, principaux chefs de guerre des conflits armés et actes criminels de violence gratuite, de vandalisme, des grèves d'élèves et d'étudiants, la jeunesse inscrit par la violence son espérance déçue par les restaurations démocratiques.

L'éclatement de la cohésion des porteurs de la modernité a entraîné l'assumption, par chacun de ses segments d'un discours qui lui est propre. Au délabrement physique de l'espace de déploiement de l'autorité, se combine une fragmentation des groupes sociaux dirigeants (gouvernement, syndicats, étudiants, élèves, entrepreneurs,...).

La nouvelle conjoncture économique a provoqué, selon plusieurs observateurs, l'entrée fracassante sur la scène politique et économique africaine de nouveaux acteurs, exclus du jeu politique pendant au moins trois décennies : les jeunes et surtout les femmes qui réinventent, en marge de la scène politique ou au cœur des dispositifs partisans, des affiliations contraires au sectarisme des organisations ethno-religieuses des élites politiques, afin de recréer un tissu social solidaire face aux logiques de fragmentation. Les jeunes, tout comme les femmes, du fait même de leur exclusion durant la période nationaliste, élaborent désormais des activités communautaires construites sur des dynamiques d'inclusion, de contrôle et de responsabilités (accountability), qui jurent avec les

idiomes et du nationalisme et des nouveaux discours sur la gouvernance et la démocratie.

Quant aux femmes, la profonde transformation de leur rôle politique et/ou de leur repositionnement dans l'espace public semble être intimement liée aux nouveaux statuts économiques au sein et en dehors du ménage, que leur a assigné la crise. De ressources politiques, elles sont devenues des actrices, profondément inscrites dans des logiques d'inclusion, redéfinissant ainsi aussi bien les relations entre l'Etat et les acteurs sociaux mais aussi les imbrications entre espaces publics/espaces privés. La manière dont aujourd'hui, les femmes africaines investissent les espaces libérés par la crise économique et politique rejette les affiliations sectaires parce que justement elles insistent sur la mémoire commune de leur exclusion du secteur formel économique, des structures et institutions politiques et une expérience de gestion d'organisations informelles, petites et autonomes. Les organisations féminines n'engagent pas nécessairement le combat frontal contre l'Etat mais sont si fortement enracinées qu'elles présentent de multiples facettes leur offrant des possibilités variables et différentes d'usages, des plus communautaires aux plus publics.

Il est difficile de tirer une conclusion de ces trajectoires heurtées, parfois convergentes, souvent changeantes mais toujours violentes d'acteurs sociaux, individuels et collectifs, institutionnels et économiques, pris à la gorge par des transformations qu'ils impulsent et/ou subissent à partir de ressources, de motivations, de formes d'appropriation, d'intérêts concurrents et de sites différents. Comment faire converger des ensembles hétérogènes vers une volonté commune de vivre en commun ? Est-il possible et à quelle condition de créer une sociabilité et une civilité propre à assurer des modes démocratiques de gestion des sociétés et des économies africaines ?

Entre l'espoir et la violence, les sociétés africaines dérivent vers un futur présentant des ouvertures : soit une violence généralisée, soit la reconnaissance. Les trajectoires africaines ne défient pas seulement les projets de restaurations institutionnelles et constitutionnelles mais elles ne sauraient être réduites à la lecture dichotomique de l'Etat contre la société civile dans la mesure où les acteurs en présence ont des stratégies au-delà et/ou en deçà de l'Etat selon leurs intérêts du moment, leurs mémoires et leurs expériences. Ils voyagent littéralement entre les espaces disjoints de la bureaucratie, de la classe politique dirigeante et les espaces indigènes aux références multiples qui se sont lentement frayé un chemin pour la négociation ou l'affrontement.

Chaque acteur ne se limitant pas bien sûr à la maîtrise ni d'une seule langue ni d'une procédure unique de manifestation dans l'espace public. Leur plasticité tout comme le recours systématique à différentes modalités d'intervention les situent au cœur de l'Etat mais aussi là où il n'est pas présent.

[Mamadou Diouf, «Mouvements sociaux et démocratie, perspectives africaines» in Les Avatars de l'Etat en Afrique, publication du GEMDEV, Paris, Karthala, 1997.

construisent des espaces de négociation entre les échelles spatiales ? Comment les formes d'action collective et les modèles d'autorité admis par les citoyens interrogent-ils la légitimité des institutions ? Comment la relation micro-macro se nourrit-elle de la relation actions locales/mécanismes nationaux ?

Une telle approche, souligne le GEMDEV, est aux antipodes de la philosophie de la Banque mondiale énoncée en termes de «bonne gouvernance» et de décentralisation; dévolution de pouvoirs aux niveaux locaux: il s'agit là d'une approche institutionnelle, financière et comptable qui réduit la gouvernance à une dimension technique et de recherche d'efficacité. Mieux utilisées, les ressources disponibles devraient générer une dynamique économique. La Banque mondiale dépolitise une question qui devrait être abordée en termes de régulation sociale et politique.

Parallèlement, la philosophie de la décentralisation, dévolution de compétences (fiscalité, services publics de base, ...) aux échelons locaux, inspirée d'une théorie de la subsidiarité part d'un diagnostic erroné: comme le souligne Étienne Le Roy, le pouvoir d'Etat en Afrique n'est pas centralisé, mais concentré (entre les mains d'un homme, d'une clientèle, d'un parti, ...). Ce qu'il convient d'étudier, ce sont les lieux où les populations restaurent des initiatives avec lesquelles l'Etat devra négocier quand il sera en mesure de le faire.

L'heure arrivera-t-elle où les Africains seront laissés libres de penser leur propre histoire ? ■

Bruno Carton et Brahim Lahouel
L'Afrique au futur, Etat contre la mondialisation. Pensée de résistance. Gresea, avril 2001

Les espaces anétatiques comme expressions de besoins d'Etat

Les absences d'Etat constituent un fait notoire dont on ne parle que peu dans les sciences sociales. On peut distinguer deux raisons à ce fait:

- *la prééminence des recherches «politiques» en matière d'études africaines qui privilégient l'Etat, la démocratie, la violence, etc.;*
- *les acteurs institutionnels internationaux qui posent a priori la centralité de l'Etat comme préalable dans leurs relations d'échanges avec l'Afrique, même si cette tendance s'est beaucoup infléchie présentement.*

C'est pourquoi il me paraît crucial de mettre l'accent sur les absences d'Etat et les modes sociaux de recours pour saisir les nouveaux aménagements qui prévalent dans la société.

Ces absences sont perceptibles un peu partout dans l'espace continental et ailleurs. Et je les désigne par le néologisme « espaces anétatiques », lesquels révèlent un phénomène particulier: l'anétatisme qui est une réalité fondée sur des logiques, des trajectoires, un type d'économie et de normes propres.

L'anétatisme est lié à l'émergence, dans les territoires nationaux, d'espaces qui échappent au contrôle de l'Etat.

Les pratiques anétatiques sont marquées par la perte de substance sociale de la puissance publique qui transforme l'Etat et le système partisan en isolats institutionnels centrés en grande partie sur la reproduction des élites et déconnectés du champ sociétal ou reliés à lui uniquement par le biais de la violence. Cette désocialisation révèle les absences de l'Etat dans les lieux du social.

En janvier dernier, j'ai assisté au Sénégal à un événement significatif de ce phénomène. Il s'agit de l'électrification par les émigrés résidant en Italie de N'Diaye Tioro, village situé à 150 Km de Dakar sur la nationale. Des exemples de ce genre abondent. En effet, des points sanitaires, des écoles ou des bureaux de poste sont installés partout grâce à l'épargne émigrée ou aux solidarités endogènes.

L'anétatisme génère l'insécurité et une défaillance dans les prises en charge institutionnelle des demandes sociales. Par exemple, au Sénégal, seule une personne sur dix bénéficie du système d'assurance-maladie, d'après les estimations de la Banque mondiale. Cela veut dire que près de 90% de la population est vouée à un mode sanitaire de traitement précaire avec un recours massif à la médecine des plantes ou aux vendeurs ambulants de médicaments en provenance notamment de la Chine.

On peut signaler, par ailleurs, dans d'autres secteurs comme celui de l'habitat, le manque d'emprise de l'Etat dans les modes sociaux d'occupation et d'usage de l'espace en dépit de l'existence de politiques d'urbanisme et d'aménagement du territoire. Au point qu'on peut se demander si la norme légale n'est pas devenue hors norme du fait de sa transgression massive. Par exemple, au Sénégal, on signale que près de 90% des logements sont construits en dehors du cadre planifié par les pouvoirs publics et relèvent de ce fait de l'autoconstruction. Ce qui signifie l'absence de norme commune de référence, de contrôle et de sanction pour d'éventuelles pratiques délictueuses en matière d'occupation des sols.

Vus sous cet angle, on peut affirmer que les registres idéologiques de l'Etat contemporain en Afrique, avec son système partisan, sa bureaucratie, ses rites, ses méthodes de légitimation, procèdent du jeu virtuel de l'universalité dominante imposée par les puissances démocratiques. Mais c'est seulement en des cas rares qu'ils ont prise effective sur le corps social «parce que l'essentiel de la vie sociale, culturelle et économique, s'effectue en dehors du cadre institutionnel fixé par l'Etat».

Les espaces anétatiques excluent toute idée de continuum, d'idéal fédérateur contrairement aux instances étatiques. L'Etat africain est un Etat discontinu parce qu'il n'a pas les moyens d'investir l'ensemble du territoire national par faute de puissance politique et économique ou de légitimité (ou des trois à la fois). Ce fait a entraîné la prolifération des zones «non-citoyennes» investies par le champ du «désordre» et par les logiques perverses de survie (trafic de drogue, d'organes, prostitution, etc.).

L'idée de discontinuité sociale qui en résulte déconstruit l'Etat et les articulations politiques d'avec la société en les multipliant, en les complexifiant dans le sens de les rendre inopératoires pour les dynamiques transformatrices.

[Babacar Sall, «Anétatisme et modes sociaux de recours». Contribution à l'ouvrage collectif du GEMDEV, Les Avatars de l'Etat en Afrique. Paris, Karthala, 1997.]



Les mouvements sociaux en Inde : perspectives

Le mot «mouvement» semble être dérivé du mot latin «movimentum» ou du verbe français «mouvoir» qui signifie bouger, agiter, mettre en action. Un mouvement social est un effort collectif délibéré qui vise le changement.

Les analyses marxistes estimaient que les mouvements sociaux étaient une expression collective de mécontentement et la base potentielle de changements sociaux. Ces mouvements étaient considérés avec espérance et impatience; à la fois comme des signes de l'effondrement imminent d'un ordre capitaliste existant et la source potentielle de son remplacement par le socialisme. Ils constituent une lutte menée par les opprimés contre ceux qui contrôlent les moyens de production et les mécanismes du marché.

Alain Touraine définit les mouvements sociaux comme le comportement collectif organisé d'un acteur de classe luttant contre son adversaire de classe pour le contrôle social de l'historicité au sein d'une communauté donnée. Pour lui, ce processus implique une interaction autour de trois pôles qui sont liés entre eux: la totalité, l'identité et l'opposition. L'identité d'un mouvement social prend forme dans la totalité d'un

domaine social d'action par opposition à un autre historique (Touraine 1981:81). A la différence d'une organisation de protestation ou d'une campagne de mobilisation, un mouvement social se caractérise par la prise de conscience de l'historicité, par la conscience bien présente que les fondements même de la société sont en jeu ou contestés.

Allan Scott estime que les mouvements sociaux sont une recherche d'alternative devant la tentative de l'état de saper les valeurs traditionnelles. Plus l'Etat dépend du progrès technocratique, plus il ignore le système de valeurs, la culture, les échanges et le commerce d'une société. Par conséquent, une part plus importante de la population est victime d'une marginalisation économique accrue et doit lutter pour survivre. Cette frange de la population, indépendamment des différences de classe, a recours aux mouvements sociaux qui présentent un contre-défi à l'Etat. Selon Allan Scott, les mouvements sociaux participent de manière significative à la modification des relations et des structures sociales.

Blumer décrit les mouvements sociaux en terme d'aspect de comportement de deux ou plusieurs individus qui agissent ensemble ou

collectivement. Dans une telle situation, chacun des individus est tourné vers l'autre et adapte sa conduite à celle de l'autre. Pour Blumer, un mouvement social désigne soit un effort collectif visant à transformer un domaine donné des relations sociales établies, soit un changement profond non guidé dans les relations sociales, mais qui implique toutefois involontairement un grand nombre de participants». (Blumer, 1957)

Banks estime que les mouvements sociaux apparaissent dans les sociétés par le fait du désir d'individus ou de groupes de changer ou de préserver le système social. (Banks, 1972)

Pour sa part, Rao considère que les mouvements sociaux sont des tentatives organisées de changement partiel ou total. (Rao, 1978)

Les causes des mouvements sociaux

Rao suggère qu'une privation relative ressentie au niveau des collectivités et dans le contexte situationnel d'une répartition hiérarchique des droits et des privilèges dans différentes sphères de la vie sociale et culturelle constitue une force cruciale. D'autres spécialistes tels que Aberie (1966) et Oommen (1976) mettent également en avant ce concept de 'privation relative'.

L'apparition de mouvements sociaux en vue d'un changement partiel, total ou d'un statu quo est toujours liée au système existant des relations sociales ou de la structure sociale. Les collectivités veulent apporter des changements au système en fonction des imperfections existantes. Ces imperfections peuvent être dues à l'échec du système à servir les intérêts de certaines catégories de la société, leur donnant ainsi une position défavorisée dans la sphère du pouvoir et des privilèges.

Etant donné que le pouvoir est, comme l'affirme Weber, une somme constante, sa répartition équitable entre tous implique qu'aucune domination ne sera exercée par un groupe particulier. Mais cela n'a jamais lieu, car certaines catégories jouissent de plus de pouvoir et de privilèges. Celles-ci cherchent en permanence à assurer et à préserver le statu quo, tandis que les catégories qui occupent une position relative-

ment moins privilégiée tentent de vaincre leur état de privation relative et de s'élever contre l'ordre dominant afin de faire changer les choses.

Aperçu historique de l'étude des mouvements

L'émergence d'un mouvement social fut d'abord expliquée en termes de tensions structurelles liées au développement inégal au sein des différents systèmes d'action qui constituent un système social. Le fascisme fut, par exemple, considéré comme le résultat des tensions inhérentes à la modernisation, aux effets inégaux de l'industrialisation, de la démocratisation et du changement culturel sur différents groupes. Ces tensions structurelles se combinent à un environnement structurel favorable – c'est-à-dire des conditions sociales générales ouvrant différentes voies et possibilités à la protestation - afin de guider le comportement collectif le long de sentiers bien définis. Au cours de ce processus, les convictions généralisées façonnent la perception de la protestation; les dirigeants et la communication guident et coordonnent les facteurs déclencheurs (c'est-à-dire les étincelles particulières qui vont enflammer la protestation), agissent sur le processus. Tous ces éléments interagissent dans la formation et le fonctionnement d'un mouvement.

Influencé par Max Weber, un autre courant insistait sur l'importance du rôle de l'organisation et des dirigeants en tant que facteurs stratégiques dans le déclenchement et le développement d'un mouvement au sein d'une société où le groupe rassemblé autour des intérêts de la petite bourgeoisie tente de préserver un statu quo et de le perpétuer à son avantage. Les analyses marxistes estimaient que les mouvements sociaux étaient l'expression collective d'une classe capable, grâce à son potentiel politique, de déclencher elle-même le processus et d'amener des changements sociaux.

Les mouvements sociaux des années soixante sont apparus comme des énigmes dans les cadres d'analyse traditionnels. D'autres cadres analytiques devaient être élaborés. Ces mouvements furent également appelés 'nouveaux mouvements sociaux' en ce sens que leur nouveauté résidait dans leurs objectifs et dans la prédominance du symbolique par rapport au matériel. Ces mouvements représentaient des efforts visant à reconstruire des histoires de vie sur la base de nouvelles normes, privilégiant la création d'identités plutôt que l'atteinte de buts et d'objectifs spécifiques. Le facteur le plus important est la construction sociale d'une nouvelle signification et de nouvelles connaissances qui seraient mises en pratique dans des domaines d'action politique et sociale par un groupement social post-classe.

Les mouvements sociaux en Inde

Les mouvements sociaux en Inde avant l'Indépendance

On ne connaît pas grand chose sur les mouvements sociaux dans l'Inde ancienne. Tous les Hrishis et les saints écrivaient surtout des mythologies religieuses. Leurs histoires ne s'intéressaient pas aux hommes, mais aux rois, aux dieux et aux déesses. Au cours de la période médiévale, l'Inde a connu une série de mouvements de réforme socio-religieux menés par Ramananda, Kabir, Tukaram, Guru Nanak et Shankardev. L'un d'entre eux, le mouvement Bhakti, s'opposait à l'exploitation sociale par la religion hindoue. Son influence s'étendit depuis l'Assam jusqu'au Maharashtra.

Les premiers documents écrits sur les mouvements sociaux en Inde que l'on peut consulter aujourd'hui datent du dix-neuvième et du début du vingtième siècles. Globalement, les mouvements sociaux de cette période étaient divisés en deux catégories: mouvements réformateurs socio-religieux, d'une part, et révoltes paysannes, de l'autre; cette deuxième catégorie comprenant également d'autres mouvements de protestation.

Les mouvements réformateurs socio-religieux luttèrent contre les superstitions, les pratiques religieuses orthodoxes et diverses plaies sociales. Ces mouvements

transformèrent dans une large mesure la vie culturelle et intellectuelle des gens, indépendamment de leur appartenance religieuse ou linguistique. Leur but principal était d'éradiquer les maux prédominant dans les pratiques sociales et religieuses et de fournir une interprétation plus rationnelle de différents textes sacrés, en particulier hindous, musulmans et sikh. Chacun à leur manière, ces mouvements ont contribué à la diffusion de l'éducation au sein de la société. Globalement, leur philosophie sous-jacente était l'humanité basée sur les principes de justice, d'égalité et de fraternité.

Bien que les mouvements réformateurs se propagèrent quasiment partout aux Indes britanniques, ils se concentrèrent surtout dans les provinces de l'Est, du Nord et de l'Ouest. Les mouvements furent certainement moins nombreux dans les Etats du Sud. Le mouvement le plus important y fut la réforme lancée par Shree Narayana Guru parmi les Ezhavas du Kerala vers la fin du dix-neuvième siècle. Le mouvement Satnami dans les plaines de Chattisgarh au Madhya Pradesh au dix-neuvième siècle constitue l'une des tentatives les plus audacieuses menées par les intouchables. Les régions du nord-ouest n'ont pas tellement connu ce genre de mouvements. Certaines plaies sociales, superstitions et pratiques courantes parmi les populations tribales, telles que l'esclavage, les sacrifices humains, etc., furent abolies par la voie légale ou au travers d'actions

administratives. Les activités des missionnaires chrétiens accélèrent également le processus de changement en diffusant l'éducation parmi la population.

De tous les mouvements réformateurs du dix-neuvième siècle, le mouvement Brahma Samaj, initié par Raja Rammohan Roy, fut celui qui laissa l'empreinte la plus durable sur la société. Ce mouvement combattait bon nombre des pratiques orthodoxes parmi les hindous. Il contribua très largement à réduire l'influence des clergés sur les populations hindoues et encouragea l'amélioration de la condition de la femme. Il réclamait notamment la suppression de la purdah et du sati, l'abolition de la polygamie et des mariages d'enfants, ainsi que l'introduction du remariage pour les veuves. Le mouvement Rammohan fut le premier mouvement intellectuel à répandre les idées d'un modèle pluraliste de nationalisme. Bien qu'initié à Calcutta, il se propagea dans toute la province de Bengale aux Indes britanniques (Mukherjee, 1979).

Contrairement au reste de l'Inde, les mouvements de réforme sociale au Maharashtra virent le jour bien avant les mouvements de réforme religieuse. Prarthana Samaj, une organisation sociale, fut fondée en 1867. Son objectif principal était d'améliorer la condition des intouchables. Un de ses principes cardinaux était: "tous les hommes et les femmes sont les enfants de Dieu, quelles que soient leur caste et leur commu-

nauté, et il n'existe à Ses yeux aucune distinction entre les hommes et les femmes". Bien qu'étant apparemment une organisation religieuse, Satya Sodhok Samaj, fondée par Jyotiba Phule en 1873, oeuvrait en faveur des opprimés, des défavorisés, des hors castes et des femmes. Mais vers la fin du dix-neuvième siècle, la lutte pour la liberté prit également de l'ampleur au Maharashtra sous la direction de Bal Gangadhar Tilak. Les dirigeants engagés dans cette lutte découragèrent tous les mouvements de réforme sociale afin de donner la priorité à la libération politique du pays. Cette évolution nouvelle réduisit l'intensité des mouvements réformateurs au Maharashtra (Kulkarni 1979).

Les mouvements réformateurs socio-religieux en Inde coloniale se souciaient globalement de justice sociale et de liberté. Ces mouvements s'attaquaient à des problèmes auxquels l'état et les institutions sociales étaient soit incapables, soit réticents à apporter une réponse. Une frange issue de la classe moyenne éclairée, inspirée par les philosophies libérales occidentales, était à la pointe de ces mouvements réformateurs. Elle combattait bon nombre des pratiques religieuses traditionnelles, ainsi que la domination excessive des institutions religieuses, qui, aveugles, irrationnelles et injustes, étouffaient les masses populaires. Ces mouvements introduisirent un nouveau concept d'humanité et firent tout leur possible pour mettre fin au contrôle écrasant exercé par les

institutions religieuses sur la société.

Les mouvements socio-religieux avaient la plupart du temps pour principal défaut de se développer autour d'un individu ou d'un groupe de dirigeants charismatiques. Généralement, les gens n'avaient pas la parole dans les prises de décision et n'étaient que les disciples de leurs dirigeants. Bien entendu, plusieurs de ces mouvements s'essouffèrent peu après la mort de leur initiateur – non pas parce que le problème auquel ils s'attaquaient avait disparu, mais surtout du fait du vide apparu à la tête du mouvement.

Hormis les mouvements réformateurs socio-religieux, les campagnes ont connu plusieurs révoltes paysannes. Au cours de la domination britannique, celles-ci se sont révélées être des luttes de résistance fortes contre l'administration coloniale. La rébellion Sanyasi de 1763 portait trois revendications principales :

1. Libération du pays de l'autorité coloniale britannique;
2. Droit de propriété pour les laboureurs contre les zamindars;
3. Fin de l'exploitation sociale.

Les mouvements Neel de 1778 politisèrent pour la première fois les populations au travers d'une action organisée contre l'autorité britannique (Anon: 1874). Bien que le mouvement Wahabi de 1831 fusse fondamentalement religieux, il lutta vigoureusement contre le féodalisme. De même, le mouvement Baul ou Garo de 1830, bien que religieux, s'opposait

au système des zamindari. Le mouvement Farazi de 1837-48 s'opposait tant au système 'Mollabad' qu'au système des zamindari. En 1855, la rébellion Santhal connut une très large expansion géographique, sans capituler ni transiger avec l'armée britannique. La mutinerie de Sepoy de 1857 constitua le point culminant des mouvements de paysans défiant directement l'autorité coloniale aux Indes britanniques.

Bien que ces mouvements ne réussirent pas à perdurer longtemps, ils parvinrent néanmoins à laisser leur marque sur la société et devinrent une source d'inspiration pour d'autres mouvements sociaux en Inde. Ils posèrent de nouveaux défis au système des zamindari et à l'autorité coloniale britannique. Contrairement aux mouvements réformateurs d'ancrage urbain, ces mouvements se développèrent en Inde rurale et furent directement dirigés par des gens issus des communautés opprimées.

Par opposition aux mouvements réformateurs socio-religieux, les mouvements de paysans étaient des protestations de la base menées par les populations tribales, les ouvriers agricoles, les castes inférieures ou d'autres communautés défavorisées, ainsi que par des femmes. Ils luttaient contre les exigences financières arbitraires ou d'autres formes d'exploitation socio-économique imposées par les rois locaux. Mais lorsque les confrontations entre les intérêts coloniaux et les inté-

Les mouvements sociaux : perspectives

rêts locaux se durcirent, bon nombre de ces mouvements adoptèrent un caractère fédérateur. Les rois locaux, les petits seigneurs, les métayers et les ouvriers agricoles sans terre unirent leurs forces pour combattre les Britanniques. Ces mouvements avaient un caractère local très marqué et furent incapables de se maintenir très longtemps face à une répression étatique permanente.

Les mouvements sociaux en Inde depuis l'Indépendance

Depuis l'Indépendance, les mouvements sociaux en Inde, comme en témoignent différents mouvements de base, possèdent quatre caractéristiques communes: 1. ils s'opposent à l'Etat; 2. ce sont essentiellement des mouvements locaux de base; 3. ils gardent généralement leurs distances vis-à-vis des groupes politiques institutionnalisés; et 4. ils parlent souvent de changer le système.

Les études sociologiques des mouvements sociaux en Inde depuis l'Indépendance se sont surtout efforcées d'évaluer le rôle de l'Etat. Selon le professeur Rajni Kothari, les mouvements sociaux sont dans une large mesure des protestations populaires contre l'action politique et apparaissent lorsque de grands vides se font jour dans l'espace politique suite au déclin du rôle de l'état et à l'effondrement virtuel du gouvernement dans de grandes parties de l'Inde rurale." (Kothari 1984)

La légitimité de l'Etat est en très net déclin. "L'abîme qui sépare les promesses des réalisations concrètes a suscité un mécontentement croissant parmi les déshérités et les opprimés, qui sont les principaux agents de la transformation sociale." (ibid 1993: 7)

Les masses populaires ont pris conscience de leurs droits et demandent une place dans le système.

Elles ne font que demander ce que le système leur a promis, voire même bien moins que ce qui leur a été promis. Depuis des temps immémoriaux, les Dalits (les 'opprimés') sont victimes de l'oppression et de discriminations. Déçues par l'Etat Indien sur lequel elles comptaient tant pour mettre fin à leur condition misérable, les couches les plus pauvres et socialement marginalisées de la population, y compris les minorités ethniques et religieuses, s'efforcent désormais de construire leur avenir en s'appuyant sur leur identité et leur nombre. Cette évolution a donné lieu à une mobilisation fondée sur la caste, la sous-caste, la tribu, l'identité ethno-régionale ou d'autres facteurs identitaires du même type.

Les mouvements sociaux contemporains sont basés sur cinq principes (Panchsheel), à savoir: 1) la prise de conscience populaire 2) le groupe populaire 3) l'action populaire 4) le pouvoir populaire 5) les mouvements populaires. Lorsque les gens prennent conscience, ils ressentent le besoin de s'unir; cette union les pousse à agir; l'action

suscite en eux un sentiment de force et la prise de conscience de cette force les rend prêts à initier un mouvement.

Classification des mouvements sociaux

Les mouvements en Inde peuvent être classés de plusieurs façons suivant les paramètres retenus pour leur classification. Considérons-les comme suit:

1. La portée

1.1. Thèmes spécifiques tels qu'une action d'affirmation des droits civils ou visant à la création d'un état distinct; par exemple le mouvement Jharkhand au Bihar, le mouvement Chattisgarh au Madhya Pradesh et le mouvement Uttarakhand au Uttar Pradesh, etc. .

1.2. Thèmes plus larges de transformation de l'ordre social et politique existant, y compris des valeurs et attitudes; par exemple le mouvement des Dalits.

2. L'origine sociale des participants

2.1. Les Dalits. Le terme "Dalit" est un mot sanskrit dérivé de la racine «Dal» qui signifie «fêler», «fendre», «ouvert», «renversé», «cassé», «éparpillé», «écrasé» ou «détruit». Historiquement, «Dalit» signifie «opprimé». Le mot a progressivement été utilisé pour désigner les membres des anciennes communautés intouchables en Inde. Il

désigne donc toutes les personnes issues de différentes classes et sous-classes, traditionnellement victimes de discrimination sur base de l'intouchabilité et classées parmi les intouchables, les opprimés et les classes marginales. Le courant dominant dans les études sociologiques du mouvement Dalit considère la protestation des Dalits comme le résultat logique d'une tradition hindoue obscurantiste perpétuant des préjugés à leur encontre qui sont profondément enracinés. Selon Rajni Kothari, un célèbre sociologue indien, «sans attaque systématique et permanente de la part des castes rurales supérieures et la peur réelle et dévastatrice de nature politique entretenue par le parti brahminique émergent (le BJP) et son expression culturelle arrogante sous la forme du VHP qui a permis à son tour un alignement et un réalignment progressif avec les principales minorités, le phénomène Dalit ne serait pas apparu avec une telle force et une telle confiance en 1993.» (R.Kothari 1994). Le mouvement des Dalits n'a pas reçu l'attention qu'il méritait de la part des historiens de l'Inde moderne au cours de la génération précédente. Ceux-ci les ont traités soit comme des marginaux sans histoire propre, soit comme des objets, plutôt que des sujets, de l'histoire nationale dans son ensemble. Les mouvements

des Dalits en Inde contemporaine suivent plus d'une voie et se présentent sous différentes bannières. Chacun d'entre eux soulève des questions qui touchent soit la communauté toute entière, soit l'une ou l'autre de ses couches; et articule une identité Dalit. Pour certains, les questions sociales et cette nouvelle identité sont plus importantes que les questions économiques. La nouvelle identité Dalit qu'ils veulent développer est clairement différente de celle de la caste hindoue. D'autres n'adhèrent pas à ces dichotomies, que ce soit celle entre les questions sociales et les questions économiques ou celle entre une identité traditionnelle et une identité nouvelle; à savoir cette identité «Dalit» d'opprimé et d'exploité en cours de création. Ils luttent pour l'égalité et l'abolition de l'intouchabilité, indépendamment de leurs convictions religieuses. Il est vrai que les atrocités à l'encontre des Dalits n'ont pas disparues, car la pratique de l'intouchabilité se perpétue encore aujourd'hui.

- 2.2. L'origine tribale. Différents mouvements tribaux (Naga Mizo, etc.) au nord-ouest de l'Inde et le mouvement Jharkhand Mukti Morcha au Bihar.
- 2.3. Les paysans. Des mouvements de paysans tels que le mouvement Indigo au Bengale et au Bihar; la rébellion Moplah au

Kerala ; le mouvement Tebhaga au Bengale; le mouvement Telengana en Andhra Pradesh, etc. .

- 2.4. Les étudiants. Suivant les époques et les régions, les activités estudiantines se sont intéressées à des questions qui vont de l'enseignement à la politique.
- 2.5. La classe ouvrière. La classe ouvrière indienne a mené différents types d'action collective sur différents thèmes.

3. L'étendue géographique

- 3.1. Nationale : Il existe une Alliance nationale pour le mouvement populaire; le Bharat Jan Andolan; le Narmada Bachao Andolan, le Forum national des pêcheurs.
- 3.2. Régionale : Ces mouvements restent relativement indépendants et localisés par choix ou nécessité. Le mouvement Naxalite, le People's War Group Movement, etc..

4. La durée

- 4.1. Court terme, abordant une question spécifique comme l'opposition à un texte de loi considéré comme anti-populaire.
- 4.2. Long terme, doté d'une forme d'organisation développée, oeuvrant en faveur d'une catégorie particulière de la population; par exemple les mouvements de paysans, les mouvements de Dalits, etc. .

5. Les objectifs

- 5.1. Les Droits humains. Les mouvements de défense des droits humains en Inde ont pris beaucoup d'importance ces derniers temps avec la montée

- des conflits intercommunautaires et du fondamentalisme.
- 5.2. Les femmes. Le mouvement des femmes en Inde plonge ses racines dans le Mouvement National Indien en ce sens que celui-ci a fait sortir les femmes indiennes de leur passivité habituelle et leur a fait prendre conscience de la nécessité d'agir et de participer à la création des conditions de leur existence au travers de la mobilisation collective. La naissance du mouvement des femmes en Inde en tant que phénomène social distinct intervient dès le moment où les mouvements ne se focalisent plus sur la question de la privation économique, mais sur le thème de la dignité humaine (Sunitha Pathania 1998).
- 5.3. L'écologie. Chipko (1968) est considéré, tant aux niveaux national qu'international, comme le premier mouvement écologique organisé en Inde.
- 5.4. Les droits juridiques et les travailleurs sans terre. Une législation a été adoptée afin de garantir les droits des travailleurs sans terre. L'incapacité à faire appliquer cette loi a déclenché des troubles et des mouvements organisés par les ouvriers agricoles sans terre. L'exemple classique est celui de l'Etat de Bihar, la raison principale des troubles au Bihar étant bien l'échec de la répartition des terres.

5.5. L'accès à la forêt et aux produits forestiers. Le mouvement Chipko est l'exemple type de ce genre de mouvements.

6. Les dirigeants

Les militants sociaux : ce phénomène a été décrit en termes de groupes de militants sociaux engagés. Il s'agit d'hommes et de femmes généralement issus des classes moyennes, qui ont abandonné leur carrière professionnelle pour fonder ou rejoindre ces groupes engagés et qui travaillent consciemment au changement social et au développement axé sur le peuple. Ils embrassent différentes causes au nom des populations marginalisées, telles que les Dalits, les populations tribales, les paysans sans terres, les minorités ou les femmes.

Les mouvements sociaux en Inde ont été encouragés ou soutenus par des disciples de Gandhi, des chrétiens radicaux, des intellectuels marxistes indépendants, etc.. Ces mouvements, indépendamment de leurs différences idéologiques, sont effectivement apparus comme étant anti-systémiques. Ils remettent en question soit l'ensemble du système social, soit certains de ses aspects, comme en témoignent clairement les mouvements contre la déforestation, la construction de grands barrages, la mécanisation de la pêche côtière, le système du travail forcé, les discriminations entre hommes et femmes, l'installation de zones d'essai de missiles, etc.

Quelles que soient leur genèse et leur idée fondatrice, les mouvements sociaux convergent tous sur un point: le changement; même si celui-ci ne revêt pas nécessairement toujours la même forme. Grâce aux moyens et aux compétences qui leur sont propres, tous les mouvements sociaux oeuvrent au bien-être de la société. Ils s'efforcent d'y parvenir soit en sensibilisant les masses aux injustices qui prédominent dans une société, soit en forçant l'état à prendre des mesures législatives contre ces injustices, soit en défiant l'Etat lui-même. La transformation sociale reste toutefois un rêve lointain étant donné le manque de dynamisme et de stratégie efficace à la tête de ces mouvements, ainsi que d'un soutien fort aux organisations.

Les prémices d'un mouvement fort

La liste suivante énumère une série de prémices permettant le développement d'un mouvement fort:

- Degré d'organisation
- Identité de groupe et solidarité de groupe
- Objectif précis
- Tension structurelle
- Bonne formation et bonne exploitation de l'agitation et du mécontentement
- Agitation efficace
- Enthousiasme, conviction et moral
- Idéologie précise
- Stratégie et tactique
- Capacité à diriger

- Participation active des membres ou des sympathisants

Renforcer le mouvement

Une vision précise

Les mouvements sociaux ne sont pas tellement mûs par l'argent, mais bien par les idées et par une vision. Celle-ci mobilise une action indépendante de la part d'innombrables individus et organisations par-delà les frontières nationales.

Les dirigeants

Les mouvements privilégient-ils une gestion populaire ou insistent-ils sur l'importance des dirigeants?

Un mouvement s'éteint-il avec la disparition de la cause qui l'a engendré?

En général, les dirigeants sont issus d'une classe de la population jouissant d'une position socio-économique relativement meilleure par rapport aux autres participants (Lénine, 1901). Ce sont des hommes des castes ou des classes supérieures de la population indienne qui organisèrent au cours du dix-neuvième siècle les nombreux mouvements réformateurs sociaux et religieux. Les dirigeants peuvent également être issus du pouvoir traditionnel, du pouvoir juridique ou du pouvoir 'charismatique', comme le soutenait Weber. Mais, en tout cas, chaque dirigeant doit prouver son potentiel à mener les masses de la société ou de la collectivité. Par ailleurs, les dirigeants peuvent aussi être issus

de certaines catégories de la société telles que les élites d'affaires, qui apportent des fonds pour soutenir les mouvements sociaux, et les élites politiques, qui occupent une position centrale (Rao, 1978).

Communiquer

Outre les différents éléments structurels d'organisation, assurer la coordination entre les différents niveaux de direction et les participants et promouvoir les politiques en vue de mobiliser les masses, constituent la tâche principale. Vu la complexité croissante des sociétés contemporaines, cette tâche est assumée en s'appuyant sur un réseau de communication très dense.

Sensibiliser le grand public

La pression d'ensemble exercée au sein de la société civile par un mouvement vise à articuler un nouveau discours sur des questions touchant des groupes qui vivent en marge de cette société civile. Si les mouvements doivent donner un contenu pragmatique à des questions très vastes comme les droits humains, culturels, etc., ils doivent en même temps veiller à ce que la pauvreté et l'inégalité restent des préoccupations dans l'esprit des nouvelles classes moyennes globalement cooptées et dotées d'une voix politique.

Mettre en réseau

La mise en réseau est importante afin de rassembler autour des thèmes d'intérêt communs les militants de base, les organisations intermédiaires et d'autres groupes, de telle sorte à pouvoir partager et

analyser les préoccupations communes et à pouvoir développer des stratégies régionales et/ou nationales en la matière.

Influencer les médias

De nos jours, le pouvoir que peuvent exercer les médias pour influencer l'opinion publique et faire pression sur les gens au pouvoir est considérable. Il est donc extrêmement important d'intégrer les médias dans le discours public en les forçant à être attentifs aux questions soulevées par le mouvement. L'accent doit être mis sur la communication d'idées au travers des médias de masse, d'infolettres, des médias audio-visuels, des programmes scolaires, des réseaux sociaux et d'événements médiatiques majeurs.

Faire usage des tribunaux

À l'heure actuelle, les tribunaux jouent un rôle important parce qu'ils peuvent notamment forcer les gouvernements à entreprendre des actions basées sur leurs responsabilités. Les mouvements devraient utiliser les actions en justice à bon escient pour faire appliquer certaines politiques et sensibiliser l'opinion publique.

Les différents éléments abordés ci-dessus exigent tous une connaissance approfondie du système, la nécessité de développer des relations avec les principaux acteurs de ce système, ainsi que les compétences techniques indispensables pour asseoir sa crédibilité auprès d'eux.

Le rôle des ONG

En Asie, les ONG sont indissociables des mouvements sociaux dont elles ne constituent qu'une petite partie. Grâce à leur importance grandissante et à leur nombre croissant, les ONG continuent à remplir un rôle complémentaire et nécessaire dans la transformation sociale.

On peut diviser le travail des ONG en deux catégories:

1. Le travail au service des pauvres
2. L'influence sur les politiques publiques

1. Le travail au service des pauvres. De nombreuses ONG travaillent en partenariat avec des communautés de base, offrant une série de services d'ordre spirituel, matériel, technique et politique. Ce type d'ONG met l'accent sur l'habilitation des pauvres et des marginalisés à se prendre en charge. Leur participation à des projets notamment dans les domaines de la santé, des moyens d'existence, de l'organisation communautaire ou de la sensibilisation aux questions sociales favorise l'attribution de pouvoir à la population ciblée.

2. L'influence sur les politiques publiques. D'autres ONG se limitent à mener des campagnes de sensibilisation en faveur ou contre certaines politiques d'état qui affectent les citoyens. Les résultats positifs de ces activités viennent compléter le processus d'attribution de pouvoir aux groupes de base.

Les défis

La résistance au changement

Chaque fois que les conditions matérielles, les positions de pouvoir, de statut, de contrôle, d'accès aux ressources et à l'information sont remises en question ou transformées, ceux qui n'ont aucun intérêt à cette remise en question ou à ces changements tenteront d'y résister ou de les entraver et s'efforceront de maintenir le statu quo. Il est donc possible que des confrontations avec l'Etat, la bureaucratie, la loi et les rouages de l'ordre établi surviennent de temps à autre.

Le manque de solidarité

Bien que la mise en réseau et la solidarité soient considérées comme des nécessités, le besoin d'autonomie et d'indépendance déforce les efforts qui visent précisément à intensifier l'entraide et la solidarité. Des mouvements s'attaquant aux mêmes problèmes dans des régions différentes n'ont, en effet, pas fait preuve d'une grande force collective pour se venir en aide et renforcer mutuellement leur développement. Les attaques et le harcèlement menés par l'Etat peuvent donc se poursuivre sans être remis en question, ni être contestés. Quels que soient les regroupements ou les coalitions qui ont pu être observés, ceux-ci n'ont jamais été que de courte durée. C'est là que des événements tels que le Forum Social Mondial de Porto Alegre jouent un rôle dans la 'mondialisation de la résistance et des luttes sociales' face

aux hégémonies politiques capitalistes et opprimantes qui divisent les populations marginalisées pour ainsi perpétuer leur domination.

Le manque de poids et d'impact

Quelle que soit la perception qu'ils ont d'eux-mêmes, ces mouvements ont été banalisés aux yeux de certains observateurs et sont devenus le 'cinquième Etat' dans la politique indienne. Pour d'autres, ils représentent des bulles qui apparaissent à la surface politique du pays, éclatent et réapparaissent de temps à autre, sans laisser beaucoup de traces à long terme dans la vie politique et sociale.

La bureaucratisation

Les mouvements authentiques sont considérés comme la forme la plus pure des phénomènes bénévoles. Mais des problèmes peuvent surgir lorsque les qualités d'un mouvement véritablement bénévole cèdent le pas aux caractéristiques d'un programme au budget conséquent, financé par les pouvoirs publics, doté de systèmes comptables et d'une équipe professionnelle, et dont la gestion est centralisée et l'organisation formalisée. Dans de telles conditions, l'attention se porte essentiellement sur la gestion des fonds alloués aux membres et s'intéresse moins aux campagnes de sensibilisation et aux actions novatrices.

Les mouvements sociaux actifs peuvent s'appuyer sur une équipe rémunérée, mais le rôle d'une telle équi-

pe est de soutenir les bénévoles qui constituent la véritable énergie de tout mouvement social. ■

Mathew Kayany, Directeur,
UKSVK – The Northern
Regional Forum, Inde.
Trad. : François Bonheur

Références

Ambroise Yvon, *People From Below Making Their Own History – An Explorative Study of building A Movement among the Poor and the Oppressed, Groups, Illustrated in the case of Andhra Pradesh Social Service Society in India.* Postgraduate study, Certificate in Educational Sciences, 1996, Louvain, Belgique.

Andre Gunder Frank, Marta Fuentes, *Nine Theses on Social Movements,* *Economic and Political Weekly,* 29 août 1987, pp. 1503-1510.

Chakraborty Somen. *A Critique of Social movements in India,* 1999, New Delhi, Indian Social Institute, pp.1-23.

Ghanshyam Shah, *Dalit Movements and the search for Identity, Social Action*

Oct-Déc. 1990.

Ghanshyam Shah, *Social Movements In India, A Review Of The Literature,* 1990.

Kothari Rajni, *The Rise Of People's Movements in Social Action, Vol. 40* juillet-sept. 1990

New Delhi, Sage publications.

Raj Sebesti L, Choudhary Arundhati Roy, (eds.) *Contemporary Social*

Movements in India: Achievements and Hurdles, 1998, New Delhi, Indian Social Institute.

Ramagundam Rahul, *Defeated Innocence, Adivasi assertion, Land Rights and*

The Ekta Parishad Movement, 2001, New Delhi, Grassroots India publishers.

Porto Alegre II : Mondialisation des résistances

La fonction du Forum social mondial (FSM) de Porto Alegre est de mondialiser les résistances et les luttes sociales, face à la globalisation du capital, c'est-à-dire à l'importance croissante du capital financier, à la concentration des grands groupes multinationaux, au monopole des décisions économiques, de la recherche, du savoir, le tout orienté par la logique de l'accumulation sans limites et garanti par l'hégémonie politique et la force militaire.

De plus en plus de groupes sociaux sont les victimes des rapports sociaux d'inégalité construits à l'échelle mondiale, non seulement pour ceux qui sont introduits directement dans un rapport capital/travail, mais aussi pour l'immense majorité des groupes humains qui souffrent des conséquences indirectes de ce rapport, c'est-à-dire de toutes les autres manières d'extraire le surplus des sociétés locales, de la dette extérieure aux termes de l'échange, des taux usuraires aux évasions de capitaux, des contrats léoniens aux exemptions fiscales.


Les résistances locales se multiplient dans tous les domaines, depuis la défense des ressources

naturelles jusqu'aux mouvements des femmes, des organisations des peuples indigènes aux luttes des paysans sans terre, des jeunes sans avenir aux chômeurs, mais elles restent fragmentées géographiquement ou par secteurs d'activités. Face à un pôle, multiple sans doute, mais cohérent dans sa recherche du profit, constant dans son appropriation de l'État et persévérant dans sa colonisation des organismes internationaux, il s'agit de constituer un autre pôle, qui puisse aussi s'exprimer mondialement.

Sans doute faut-il rappeler que le Forum social mondial représente surtout un fait symbolique, mais de très grande importance, à la fois médiatique et moral. Il a marqué la fin du monopole culturel de «il n'y a pas d'alternatives à l'économie capitaliste de marché». Ce qui est important, c'est que cette conviction soit partagée par des centaines de mouvements et d'organisations des divers secteurs d'activités collectives et porte-parole de groupes sociaux très différents. Au même titre que le Forum économique mondial (FEM) de Davos, il s'agit d'une expression de la société civile, mais de celle d'en bas, tandis que l'autre est celle d'en haut.

Évidemment, la force de ceux qui se réunissent à Davos (cette année à New York) gît dans le fait qu'ils possèdent le pouvoir économique et la principale influence politique, tandis que le Forum social mondial de Porto Alegre ne dispose pas de forces réelles capables d'influencer directement les politiques mondiales. Cela pose évidemment tout le problème d'une expression politique du mouvement, certes pas sous la forme d'un parti politique international unique, mais sous celle de convergences. C'est un défi à long terme, que le soudain intérêt de nombreuses familles politiques vis-à-vis du Forum social mondial ne rend pas illusoire. Déjà aujourd'hui, le FSM a marqué un point vis-à-vis du FEM. Il a conquis sa crédibilité, tandis que l'autre est en perte de légitimité. Il est sur la défensive et à la recherche de restaurer cette dernière en introduisant le discours sur la pauvreté, particulièrement encouragé par le secrétaire général des Nations Unies Koffe Anan, ou en invitant des représentants des grandes religions, dont près de 50 se laissèrent coopérer lors de la session de New York.

Par contre, le Forum social mondial de Porto Alegre ne doit rechercher



aucune légitimité extérieure à lui même, ce qui lui donne une supériorité morale et si, cette année, le président de la conférence épiscopale du Brésil prit part à ses débats et fut présent dans la marche contre le néo-libéralisme et la justice sociale organisée par les mouvements sociaux, c'était dans la foule, comme un participant, convaincu du bien fondé de la cause.

Si nous comparons Porto Alegre II avec Porto Alegre I, nous constatons quelques différences notoires, en plus du nombre accru de personnes ayant participé à cet événement. Tout d'abord il y a une conscience accrue des causes des problèmes sociaux et culturels du monde actuel. L'articulation entre la logique du profit maximum des détenteurs des capitaux et l'accroissement des distances sociales, la relégation d'un nombre absolu toujours croissant d'êtres humains dans la pauvreté, la destruction de l'environnement naturel et l'écrasement des univers culturels est de mieux en mieux perçue. La mercantilisation du monde apparaît clairement comme la source des politiques génocidaires dans l'agriculture, des orientations purement utilitaires de l'éducation, des limites de la recherche scientifique. On a compris que c'est le même objectif qui conduit à mettre l'État au service du capital. Dans des secteurs de plus en plus nombreux des mouvements sociaux, cette conscience s'accroît et le besoin d'analyses sérieuses est ressenti.

Un autre fait important a été la présence plus accentuée des syndicats

ouvriers, qui, à part quelques organisations, surtout du Sud, tels que la Centrale unifiée des travailleurs (CUT) du Brésil et de quelques délégations des confédérations internationales, s'étaient montrées relativement frileuses face à un tel rassemblement à l'allure hétérogène et aux méthodes peu définies. Cette fois le Forum social mondial comporta quelques 2800 représentants des syndicats ouvriers.

Les conflits armés de la dernière décennie (Golfe, Kosovo, Afghanistan) et les réactions aux événements du 11 septembre 2001, ont accentué la militarisation de l'impérialisme économique. La conscience de cette réalité est également en croissance au sein du Forum social mondial, permettant de comprendre que la lutte contre le narco-trafic (plan Colombia) ou celle contre le terrorisme (la guerre d'Afghanistan), sont pour les économies du Nord, des occasions d'amplifier le contrôle militaire des points clés du monde et de promouvoir une géostratégie correspondante. D'où un accent nouveau sur les problèmes de la guerre et sur les mouvements en faveur de la paix, notamment en Palestine, en Afrique centrale, dans les pays andins, en Asie centrale.

L'accent mis sur les alternatives amena les plus de 800 conférences, séminaires et ateliers à faire des propositions concrètes, allant des objectifs à court terme, à ceux à plus long terme, sans oublier le niveau des utopies, c'est-à-dire le type société désirée, quelle agriculture, quelle éducation, quelle entre-

prise faut-il mettre en place ? A cet effet, on assista à une remise en valeur du concept de socialisme.

La préoccupation d'internationaliser la convergence avait amené à faire un effort très particulier pour une plus grande présence africaine, asiatique et arabe. Sur le plan de l'Afrique, le Forum social africain de Bamako, au Mali, avait permis de mobiliser beaucoup plus de personnes que l'année précédente. Il y avait plus de 200 Africains, représentant un grand nombre d'organisations locales, ONG et mouvements sociaux. Du côté de l'Asie, la présence était moindre, bien qu'un groupe significatif d'Indiens ait pris part aux réunions du Forum. Les problèmes du coût des déplacements est évidemment à la base de cette situation. Le Conseil international du Forum social mondial, réuni pendant deux jours, avant la session plénière, recommanda la tenue de réunions régionales, en même temps qu'une rencontre annuelle de convergence. C'est ainsi que des initiatives sont prévues en Amérique latine, en Amérique du Nord, en Europe, en Asie et en Afrique. Il a été décidé que la prochaine réunion mondiale se ferait à nouveau à Porto Alegre et l'hypothèse d'une rencontre internationale en Inde pour l'année 2004 s'est précisée. L'Afrique est déjà en piste pour l'année 2005.

Les orientations fondamentales du Forum social mondial sont claires. Elles s'expriment dans la charte, qui affirme la volonté de lutter contre le néo-libéralisme et contre la domination mondiale du capital.



Cependant, les efforts de récupération et d'infiltration ne sont pas illusoire. Certaines organisations, peu susceptibles d'entrer dans une telle perspective, ont réussi à être présentes, même s'il s'agit de cas isolés. Des hommes politiques de droite ont voulu se faire inviter, tel que le premier ministre belge. Le vice président de la Banque mondiale était sur place, officieusement, prenant de nombreux contacts dans les coulisses. Un mouvement indien d'orientation très conservatrice était également présent. Tout cela est évidemment une preuve de la réus-

site du Forum. Ce dernier est suffisamment fort pour pouvoir se prémunir contre de telles infiltrations.

Il est aussi important que le FSM reste essentiellement la rencontre des mouvements sociaux. Le danger est d'être submergé par les ONG, certes orientées par une même préoccupation, mais pas directement liées aux luttes sociales. C'est la raison pour laquelle une Déclaration des Mouvements sociaux a été publiée. Elle n'est pas celle du Forum lui-même, qui exclut toute déclaration commune, afin de res-

pecter l'aspect de convergence, mais elle précise de façon très explicite les grands objectifs des luttes sociales contemporaines.

Il reste maintenant au Forum social mondial de continuer à préciser ses objectifs, afin de devenir toujours plus clairement un pôle d'influence à l'échelle mondiale, sans perdre son caractère de convergences multiples et ouvertes pour des alternatives au système capitaliste mondialisé. ■

François Houtard

PORTO ALEGRE II

Appel des mouvements sociaux

Résistance au néolibéralisme, à la guerre et au militarisme : pour la paix et la justice sociale

1) Face à la détérioration croissante des conditions de vie des peuples, nous, mouvements sociaux du monde, nous sommes réunis à plusieurs dizaines de milliers au second Forum social de Porto Alegre. Nous sommes ici ensemble malgré les tentatives pour briser notre solidarité. Nous sommes revenus pour poursuivre nos luttes contre le néolibéralisme et la guerre, pour confirmer nos engagements de l'an passé et réaffirmer qu'un autre monde est possible.

2) Notre diversité est grande — femmes et hommes, jeunes et adultes, peuples indigènes, ruraux et urbains, travailleurs et chômeurs, sans abris, retraités, étudiants, immigrés, peuples de toutes croyances, couleurs et préférences sexuelles. Cette diversité fait notre force. Elle est la base de notre unité. Notre mouvement de solidarité est global, uni dans une même détermination contre la concentration de la richesse, l'extension de la pauvreté et des inégalités, contre la destruction de notre terre. Nous construisons des solutions alternatives, et nous les mettons en oeuvre de façon créative. Nos luttes et résistances sont le ciment d'une large alliance contre un système basé sur le sexisme, le racisme et la violence, un système qui privilégie systématiquement le capital et le patriarcat sur les besoins et les aspirations des peuples.


3) Ce système est dramatique. Chaque jour, des femmes, des enfants, des personnes âgées meurent de faim, ou faute d'accès aux soins médicaux. Des familles entières sont expulsées de leur foyer par faits de guerres, par des projets industriels pharaoniques, par le désaffectement de leurs terres, et par des désastres environnementaux. Des sociétés entières souffrent du chômage, des attaques contre les services publics et des solidarités sociales. C'est pourquoi au Nord comme au

Sud, on voit se multiplier des luttes et des résistances pour la dignité et le respect.

4) Les événements du 11 septembre ont introduit une rupture dramatique. Après les attaques terroristes que nous condamnons sans réserve, de même que nous condamnons toute attaque contre des civils partout dans le monde, le gouvernement des Etats-Unis et ses alliés ont déclenché une riposte militaire massive. Au nom de " la guerre contre le terrorisme ", des droits civiques et politiques sont remis en question partout dans le monde. La guerre contre l'Afghanistan, dans laquelle des méthodes terroristes sont utilisées, est en voie de s'étendre à d'autres fronts. On assiste de ce fait au début d'une guerre globale permanente qui vise à renforcer la domination du gouvernement des Etats-Unis et de ses alliés. Cette guerre révèle une autre face du néolibéralisme, brutale et inacceptable. L'islam est satanisé tandis que le racisme et la xénophobie sont délibérément exacerbés. Les médias de masse prennent une part active dans cette campagne en divisant le monde entre " bien et mal ". L'opposition à la guerre est constitutive de notre mouvement.

5) La déstabilisation du Moyen-Orient s'en est trouvée accrue, fournissant un prétexte à une répression redoublée contre le peuple palestinien. Nous considérons qu'il y a urgence à nous mobiliser en solidarité avec le peuple palestinien et son combat pour l'autodétermination alors qu'il subit une occupation brutale par l'Etat d'Israël. Cette question est vitale pour la sécurité collective de tous les peuples de la région.

6) L'actualité inscrit nos combats dans l'urgence. En Argentine, la crise financière causée par la politique



d'ajustement structurel du Fonds monétaire international, et une dette sans fin, ont précipité la crise sociale et politique. Spontanément, les classes moyennes et les travailleurs se sont mobilisés, subissant une répression meurtrière et provoquant la chute de gouvernements. «Cacerolazos», «piquetes» et mobilisations populaires, se sont développés autour de demandes élémentaires, nourriture, emploi et logement. Nous rejetons la criminalisation des mouvements sociaux en Argentine et condamnons les attaques contre les droits démocratiques et la liberté. Nous condamnons également l'avidité et le chantage pratiqués par les multinationales, appuyés par les gouvernements des pays riches.

7) L'effondrement de la multinationale Enron illustre la banqueroute de l'économie casino et la corruption d'hommes d'affaires et de politiciens, qui ont délibérément sacrifié les salaires et les retraites des salariés. Dans les pays en voie de développement, cette multinationale menait des activités frauduleuses. Ces projets ont conduit à l'expulsion de populations entières de leur terre et à de fortes hausses du prix de l'eau et de l'électricité.

8) Le gouvernement des Etats-Unis, dans ses efforts pour protéger les intérêts des grandes entreprises, s'est refusé avec arrogance à respecter les accords de Kyoto sur le réchauffement de la planète, les traités antimissiles et antibalistiques, les conventions sur la biodiversité, la conférence de l'ONU contre le racisme et l'intolérance, les discussions sur les livraisons d'armes légères. Tout ceci prouve, une fois de plus, que l'unilatéralisme des Etats-Unis sape les tentatives pour trouver des solutions multilatérales aux problèmes globaux.

9) A Gênes, le G8 a échoué dans la fonction de gouvernement global qu'il s'était attribué. Confronté à une mobilisation et à une résistance massives, les gouvernements du G8 ont répondu par la violence et la répression, traitant comme des criminels ceux qui avaient osé protester. Cette politique d'intimidation a échoué.

10) Tout ceci se déroule dans un contexte de récession mondiale. Le modèle économique néolibéral détruit les droits et les moyens d'existence des peuples.

Ne reculant devant rien pour protéger leurs marges de profits, les multinationales licencient, réduisent les salaires et ferment les entreprises. Les gouvernements gèrent cette crise économique en privatisant, en effectuant des coupes claires dans les budgets sociaux, et en s'attaquant aux droits des travailleurs. Cette récession montre le caractère mensonger des promesses néolibérales de croissance et de prospérité.

11) Le mouvement global pour la justice sociale et la solidarité doit relever d'énormes défis : notre combat pour la paix et la sécurité collective implique de s'attaquer à la pauvreté, aux discriminations, aux dominations et de s'engager dans la construction d'une société durable et alternative. Les mouvements sociaux condamnent énergiquement la violence et le militarisme comme moyens de résolution des conflits. Ils condamnent la multiplication des conflits de faible intensité, les opérations militaires telles que le plan Colombie ou le plan Puebla-Panama, le commerce des armes et l'augmentation des dépenses militaires, le blocus économique contre les peuples, en particulier contre Cuba, mais aussi contre l'Irak et d'autres pays. Ils condamnent l'escalade répressive contre les syndicats, les mouvements sociaux et les militants.

Nous soutenons les luttes des syndicats et des salariés tant du secteur traditionnel que du secteur informel. Ces luttes sont essentielles pour défendre les conditions de travail et de vie, le droit de s'organiser, de se mettre en grève, de négocier des accords collectifs à différents niveaux, et d'obtenir l'égalité des salaires et des conditions de travail entre femmes et hommes. Nous rejetons l'esclavage, l'exploitation des enfants. Nous soutenons les luttes des syndicats et des travailleurs contre la précarisation, la stratégie de soustraction du travail et de licenciement.

Nous exigeons de nouveaux droits transnationaux pour les salariés des compagnies multinationales et de leurs filiales, en particulier dans le domaine de la syndicalisation et de la négociation collective. Nous soutenons également les mouvements paysans, les mouvements populaires en lutte pour la préservation de leurs terres, de leurs forêts, de leur eau, pour des conditions de vie correctes.

12) Les politiques néolibérales génèrent misère et insécurité.. Elles ont considérablement augmenté l'exploitation sexuelle et les trafics de femmes et d'enfants. Pauvreté et insécurité créent des millions de migrants qui se voient déniés leur dignité, leur liberté et leurs droits fondamentaux. Nous exigeons le respect de la liberté de circulation, le droit à l'intégrité physique et un statut légal pour tous les migrants. Nous défendons le droit des peuples indigènes et exigeons l'inclusion de l'article 169 de l'OIT dans les législations nationales, et son application.

13) La dette externe des pays du Sud a été remboursée plusieurs fois. Illégitime, injuste et frauduleuse, la dette fonctionne comme un instrument de domination, au seul service d'un système d'usure internationale. Les pays qui exigent le paiement de la dette sont ceux là mêmes qui exploitent les ressources naturelles et les savoirs traditionnels du Sud. Nous demandons son annulation sans condition ainsi que la réparation pour les dettes historiques, sociales et écologiques.

14) L'eau, la terre, les aliments, les bois, les semences, les cultures et les identités des peuples sont le patrimoine de l'humanité pour les générations actuelles et futures. Il est donc fondamental de préserver la biodiversité. Les peuples ont droit à une alimentation permanente et à une nourriture saine, libre de tout organisme génétiquement modifié. Car l'autosuffisance alimentaire locale, régionale et nationale est un droit élémentaire ; en ce sens, les réformes agraires démocratiques et l'accès des paysans à la terre sont fondamentaux.

15) Le sommet de Doha a confirmé le caractère illégitime de l'Organisation mondiale du commerce. Son «agenda de développement» défend uniquement les intérêts des multinationales. En lançant un nouveau cycle, l'OMC se rapproche de son objectif d'une marchandisation globale. Pour nous, la nourriture, les services publics, l'agriculture, la santé et l'éducation ne sont pas à vendre. Les licences ne doivent pas être utilisées contre les pays pauvres et leur population. Nous rejetons donc le brevetage et le commerce du vivant. L'OMC relaie ce programme global par des traités régionaux de libre échange et des accords sur les inves-

tissements. En protestant et en se mobilisant massivement contre l'ALCA, les peuples expriment leur rejet de tels accords, assimilés à une nouvelle colonisation à la destruction de droits et de valeurs fondamentales, sociales, économiques, culturelles et environnementales.

16) Nous renforcerons notre mouvement en menant des actions et des mobilisations communes pour la justice sociale, pour le respect des droits et des libertés, pour la qualité de la vie, l'égalité, la dignité et la paix.

Nous luttons :

- pour le droit des peuples à connaître et critiquer les décisions de leur propre gouvernement, particulièrement en ce qui concerne leur politique au sein des institutions internationales. Les gouvernements sont comptables devant leur peuple. Alors que nous luttons pour l'établissement d'une démocratie électorale et participative dans le monde, nous insistons sur la nécessité de démocratiser les Etats et les sociétés, de lutter contre les dictatures.
- pour l'abolition de la dette externe et les réparations.
- pour contrer les activités spéculatives : nous demandons la création de taxes spécifiques telles que la taxe Tobin et l'abolition des paradis fiscaux.
- le droit à l'information.
- les droits des femmes, contre la violence, la pauvreté et l'exploitation.
- pour la paix, nous affirmons le droit de tous les peuples à la médiation internationale avec la participation d'acteurs de la société civile indépendants. Contre la guerre et le militarisme, contre les bases et les interventions militaires étrangères, et l'escalade systématique de la violence, nous privilégions le dialogue, la négociation et la résolution non violente des conflits.
- pour le droit des jeunes à l'accès à une éducation publique gratuite, à l'autonomie sociale et pour l'abolition du caractère obligatoire du service militaire.
- pour l'autodétermination de tous les peuples, en particulier des peuples indigènes.

Source://www.attac.org/fsm2002/0502/doc/declarationfr.htm

La «société civile» et le «politique»

Quels dialogues, quels rapports entre la société civile et le pouvoir politique? Quelles convergences, quelles complémentarités entre mouvements sociaux et politiques «altermondialistes»? Quelle articulation entre démocratie représentative et démocratie directe? Ces questions aujourd'hui incontournables peuvent être débattues à la lumière du Forum social mondial de Porto Alegre au Brésil.

Débat polarisé

Dans une interview accordée, le 20 juillet 2001, au quotidien français «Le Monde», Louis Michel, ministre belge des Affaires Étrangères, a tenu des propos très musclés à l'égard des organisations non gouvernementales, «phénomène totalement irresponsable, qui manque complètement de transparence et de représentativité». «Au nom d'une sorte de terrorisme moral», continue le ministre, «on a en fait pris «le politique en otage», et d'ajouter : «la décision, c'est de l'ordre du «politique», qui est investi, représentatif et élu».


Il va sans dire que cette interview a suscité des réactions en chaîne au sein des ONG. «Puisque Monsieur Michel semble s'attacher à la transparence des organisations, précise le CNCD, coordination des ONG francophones, «nous l'invitons à s'informer sur la représentativité démocratique des instances de la Banque mondiale, du Fonds Monétaire International (FMI) ou encore de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

et sur le contrôle de celles-ci par les parlements nationaux».

Fin septembre 2001, s'efforçant de corriger le tir, le Premier ministre, Guy Verhofstadt adressait une «lettre ouverte aux anti-mondialistes» : «Vos inquiétudes en tant qu'anti-mondialistes sont correctes», précisait-il; «mais, pour apporter de bonnes réponses à vos questions légitimes, il nous faut plus, et pas moins, de mondialisation (...). Je l'appellerais mondialisation éthique, un triangle formé du libre-échange, de la connaissance et de la démocratie». Au passage, le Premier ministre déclare tout de go «qu'une frange importante du mouvement anti-mondialisation, même si elle n'en est pas consciente, flirte avec l'extrême droite ou la droite populiste». Déclarations qui ne manqueraient pas de heurter profondément des associations, des ONG, des organisations humanitaires, s'accordant sur le même constat : «Votre gouvernement lance des messages contradictoires au mouvement associatif ».

Dans la foulée d'un colloque sur la mondialisation, tenu à Gand fin octobre 2001, à sa propre initiative et avec la participation de quelques figures «altermondialistes» bien connues, Guy Verhofstadt créait l'événement, fin janvier 2002, en proclamant sa participation au Forum social mondial de Porto Alegre (FSM). Il s'y voyait déjà comme orateur, après son passage au Forum économique mondial qui, cette année, prenait exceptionnellement ses quartiers à New York.

Le comité organisateur du FSM ne tardait pas à mettre son veto : «Nous avons une charte de principe qui établit des critères d'accréditation pour être délégué ou invité», précisait le Brésilien Candido Grzybowki, membre du comité. «Les premiers sont des associations de la société civile qui s'inscrivent et qui proposent des noms de personnes appelées à intervenir en tant qu'invitées. Par ailleurs, il faut être opposé au néo-libéralisme et à la domination du marché par les capitaux. M. Verhofstadt a trouvé cette «clause» trop idéologique. C'est son droit. Mais nous, c'est notre raison d'être».



«Certains refusent le dialogue, car ils préfèrent rester dans la contestation», rétorque le Premier ministre, qui déclare rester ouvert au dialogue. A tel point qu'il entend l'institutionnaliser en invitant désormais, une fois par an, dans sa ville de Gand, des représentants des mouvements altermondialistes.

Dialogue, pression, rapports de force

«Le Premier ministre belge», constate Bernard Cassen, président d'Attac France, «semble ne pas avoir très bien compris ce qu'est le Forum social mondial, qui est d'abord un forum anti-libéral. Les politiques menées par le Premier ministre belge sont loin de répondre à cette qualification, c'est même tout le contraire».

Cette réflexion, qui renvoie à la charte des principes du FSM, clarifie la décision prise à l'encontre de M. Verhofstadt. Personne ne lui a interdit de venir à titre d'observateur. Par contre, son intervention en tant qu'invité officiel aurait jeté un fâcheux discrédit sur le Forum. Car celui-ci est avant tout la rencontre de mouvements de la société civile (mouvements sociaux, organisations sociales, syndicales, ONG...) «qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital».

La démarche du FSM apporte des éléments de clarification sur les rapports entre les mouvements sociaux et le «monde» politique. Il ne s'agit pas de refuser tout dia-

logue ou débat avec les politiques. Il s'agit de bien voir dans quelle pièce on joue.

Le FSM, nous l'avons déjà souligné, a été clair sur le sens de sa démarche, ses objectifs et sa composition sociale. Dans ses rapports avec le «monde politique», il a fait preuve de discernement : Cependant, il n'entend pas «exclure de ses débats les responsables politiques, mandatés par le peuple, qui décident d'assumer les engagements qui en résultent» (extraits de la charte). Mais, de là à donner officiellement la parole à des représentants de gouvernements qui mènent une politique néolibérale!


S'agit-il pour autant de refuser toute proposition de rencontre, de débat avec le monde politique «institutionnel»? Faut-il, par exemple, décliner l'offre de dialogue et de débat proposée en Belgique par le Premier ministre? A priori, certainement pas. A condition toutefois d'éviter les dangers d'instrumentalisation, de récupération. Et, pour cela, il existe des garde-fous. L'important pour «la société civile», pour les mouvements sociaux, n'est-il pas de bien marquer leur autonomie, de débattre et interpellier sur base de leurs propres revendications, de prendre appui sur les mobilisations sociales, facteur déterminant dans le changement des rapports de force.

Au-delà d'initiatives ponctuelles de contacts et de débats, se pose également la question de la participation d'organisations sociales, d'ONG dans des organes de concertation permanente avec des

institutions internationales. On se souvient, par exemple, de la lettre de démission de Pierre Galand, ex-secrétaire général d'Oxfam-Belgique, du comité de liaison ONG-Banque mondiale : «Après avoir participé au dialogue avec la Banque durant trois ans et demi, au sein du groupe de travail des ONG, je veux présenter ma démission au groupe, car il m'est apparu clairement qu'il n'y a pas d'espace pour humaniser la Banque. Tout en respectant la position des membres des ONG qui «pensent que le dialogue avec la Banque est une bonne manière de changer le comportement de cette institution», Pierre Galand estimait bien plus efficace de construire des regroupements sociaux et mener un combat pour la transformation des institutions de Bretton Woods.

La fondation d'un nouveau pouvoir

«La force de ceux qui se réunissent à Davos (cette année à New York) gît dans le fait qu'ils possèdent le pouvoir économique et la principale influence politique, tandis que le Forum social mondial de Porto Alegre ne dispose pas de forces réelles capables d'influencer directement les politiques mondiales. Cela pose évidemment tout le problème d'une expression politique du mouvement, certes pas sous la forme d'un parti politique international unique, mais sous celle de convergences. C'est un défi à long terme que le soudain intérêt de nombreuses familles



politiques vis-à-vis du Forum social mondial ne rend pas illusoire».

Cette réflexion de François Houtart, un des membres du comité organisateur du FSM, cerne bien le débat en cours sur les rapports, les relations — différenciation, indépendance et complémentarité — entre les mouvements sociaux et la représentation politique. Elle attire l'attention sur la convergence des mouvements et des forces sociales et politiques à travers lesquelles s'expriment les victimes du capitalisme néo-libéral mondialisé. Elle pose finalement la question du nécessaire prolongement, sur le terrain politique, des aspirations et des revendications des mouvements sociaux qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital, ou, en d'autres termes, d'une expression politique de ces mouvements sociaux à travers la construction d'une gauche alternative.

Le Forum parlementaire mondial (FPM), qui s'est réuni pour la deuxième fois, cette année à Porto Alegre, en parallèle avec le Forum social mondial, se situe déjà en quelque sorte dans cette articulation dynamique avec le FSM dont les alternatives «s'opposent à un processus de globalisation capitaliste commandé par les grandes entreprises multinationales et par les gouvernements et institutions internationales au service des intérêts de celles-ci» (charte des principes du FSM)

«Il est de notre rôle de parlementaires d'agir pour assurer la plus grande transparence et un large

débat public associant la société civile, pour tout ce qui touche la négociation et la ratification des accords internationaux», pouvait-on déjà lire dans la déclaration finale du premier Forum parlementaire mondial, en 2001. «Il est de notre rôle de parlementaires de soutenir l'action des syndicats et associations à finalité sociale, démocratique et environnementale, qui s'engagent ensemble dans la mise en œuvre d'alternatives à l'ordre néo-libéral. Il est de notre rôle d'agir dans la durée avec ces organisations pour que leurs combats trouvent véritablement une traduction législative».

Démocratie participative

«La décision, c'est de l'ordre du «politique», qui est investi, représentatif et élu. Je ne reconnais pas à la société civile le droit de prendre des décisions. Seulement celui de participer à l'information avant la décision». Cette déclaration faite au journal le Monde, par le ministre belge des Affaires Étrangères, Louis Michel, a au moins le mérite de provoquer le débat sur l'articulation entre la démocratie «représentative» et la démocratie «participative» et, au-delà, sur l'interaction entre «la société civile» et «le politique».

La démocratie représentative, que nous connaissons en Europe et dans tous les pays capitalistes développés, se base surtout sur le processus électoral: une fois tous les 4,5 ou 6 ans, les citoyens délèguent leur «pouvoir» à des politi-

ciens professionnels — et leurs administrations —, qui, une fois élus, échappent en grande partie au contrôle citoyen direct. Qui plus est, à l'ère de la mondialisation néo-libérale, le pouvoir de décision se concentre dans les mains d'institutions politiques internationales (G7, Commission européenne, FMI, Banque mondiale, OMC...), qui échappent en grande partie au contrôle démocratique, tout en étant sous la vigilante pression des grands groupes industriels et financiers. Pouvoir économique et financier qui, fort de son impunité, impose ses impératifs de profit et de régression sociale avant toute considération sociale, écologique, humaine.

Dans ce contexte, le combat pour la démocratie participative et directe devient un axe de résistance à la mondialisation excluante et un processus de réappropriation radicale de la politique par les citoyens

C'est précisément d'un pays du Sud, le Brésil, que nous vient un exemple de démocratie participative, qui a aujourd'hui un retentissement mondial. Il s'agit de l'expérience de «budget participatif», lancé, en 1989 par le Parti des Travailleurs (PT), dans la ville de Porto Alegre. «L'expérience de démocratie participative à Porto Alegre ne se contente pas de développer une forme de participation populaire, ni simplement «d'huiler» les mécanismes de la démocratie formelle», rappelle l'actuel maire de Porto Alegre, Tarso Genro. «Elle va beaucoup plus loin, elle apporte une véritable



réponse à ce défi de renouvellement de la démocratisation et de l'action politique, en créant un nouvel espace public où se côtoient et se rencontrent les simples citoyens, le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif, et c'est cet espace public qui devient le véritable centre de décision».

Ainsi donc, depuis treize ans, la population de Porto Alegre, capitale de l'Etat brésilien du Rio Grande do Sul, vit l'expérience réussie du budget participatif. Chaque année, un pourcentage de plus en plus grand, des habitants de cette ville de un million trois cents mille habitants, participe aux assemblées populaires de quartiers et aux assemblées thématiques. Avec l'aide de leurs délégués élus (mandat de un an renouvelable une seule fois) et révocables au sein du Forum des délégués et du Conseil du budget, ils décident eux-mêmes les priorités d'investissement municipal et les sommes à y consacrer.

C'est au terme de ce processus participatif que le conseil commu-

nal ratifie le budget, élaboré et voté dans les assemblées successives (à l'exception toutefois des dépenses incompressibles).

En auto-limitant leur pouvoir, en cantonnant les experts dans leur fonction d'assistance et les fonctionnaires dans leur fonction de service, les mandataires communaux et la mairie de Porto Alegre ne démissionnent pas de leurs responsabilités politiques. Au contraire, ils font preuve d'un sens aigu de leurs responsabilités. Ils permettent à la population de prendre son sort en main, de développer sa créativité et de s'approprier son service public.

Si ce système de démocratie participative a été mis en place à Porto Alegre et étendu à l'Etat de Rio Grande do Sul, c'est parce qu'une force politique, le PT, l'a impulsé et soutenu, c'est parce qu'une force de gauche radicale a inscrit à son programme la lutte contre la bureaucratie et la corruption, y compris dans ses propres rangs.

Il n'y a aucune raison qu'une forme de démocratie directe, ayant fait ses preuves dans un pays dit du tiers monde, ne puisse marcher

dans des pays industriels avancés. Au contraire, les moyens financiers, techniques et humains sont bien plus importants ici que là. Déjà se multiplient les effets d'annonce pour ce type d'expérience. Mais il y a participation et participation.

Se revendiquer de la démocratie participative de Porto Alegre, ce n'est pas se cantonner dans des pratiques de simple consultation ou de concertation plus ou moins paternalistes, sur des thèmes plus ou moins mineurs, sans emprise sur les vrais enjeux quotidiens.

Comme à Porto Alegre, le budget participatif doit être un instrument de mobilisation, de conscientisation de la population, de démocratie directe, de contestation des mécanismes producteurs d'inégalité sociale, dans une perspective d'un véritable changement sociétaire. Démarche qui débouche — Porto Alegre en est un exemple — sur l'amélioration immédiate des conditions d'existence du plus grands nombre. ■

Denis Horman

Pour en savoir plus...

Marc François

Des livres... en français

- > Construire une société civile mondiale: actes de la conférence, Hong-Kong, 5-7 juin 1997; Commission Justice et Paix, Bruxelles, 1998; 105 p.
- > Déclaration et Programme d'action de Copenhague: Sommet mondial pour le développement social, 6-12 mars 1995; Nations Unies, New York, 1995; 149 p.
- > Economie, le réveil des citoyens: Les alternatives à la mondialisation libérale/ Henri ROUILLE d'ORFEUIL; éd. La Découverte, Paris, 2002; 192 p. (Coll. Alternatives Economiques)
- > Etat de désarroi: les répercussions sociales de la mondialisation. Rapport de l'UNRISD pour le Sommet mondial pour le développement social/ UNRISD, Genève, 1995; 166 p.
- > Face à la mondialisation: justice sociale, développement économique et contre-pouvoirs/ Coordonné par Michel CAPRON et Georges LIENARD; éd. Couleur Savoir et FOPES, Bruxelles, 2000; 176 p.

- > L'Internet militant : Mouvement social et usage des réseaux télématiques/ Fabien GRANJON; éd. Apogée, Paris, 2001; 189 p. (Coll. Médias nouvelles technologies)
- > La société civile et le développement international/ ss la direction de Amanda BERNARD, Henny HELMICH et Percy B. LEHNING; OCDE, Paris, 1998; 162 p. (Etudes du Centre de Développement)
- > Le monde nous appartient/ Christophe AGUITTON; éd. Plon, Paris, 2001; 118 p.
- > Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation/ Isabelle SOMMIER; éd. Flammarion, Paris, 2001; 128 p. (Coll. Dominos)
- > Les sociétés civiles face au marché: le changement social dans le monde postcolonial/ M. HAUBERT, P.-P. REY (coord.); éd. Karthala, Paris, 2000; 304 p.
- > Pour une économie alternative et solidaire/ Collectif MB2; éd. L'Harmattan, Paris, 2001; 196 p.
- > Sociologie des mouvements sociaux/ Erik NEVEU; éd. La Découverte, Paris, 2002; 128 p. (Coll. Repères)

Des livres... en anglais

- > Civil society and democracy in global governance/ Jan Aarts SCHOLTE; Centre pour l'étude de la mondialisation et de la régionalisation (CSGR), Université de Warwick (UK); CSGR Working Paper n°65/01, 2001; 22p. www.warwick.ac.uk/fac/soc/CSGR/wpapers/wp6501.pdf
- > Civil society, NGOs and decent work policies: sorting out the issues/ Lucio BACCARO; ILO, Genève, 2001; 42 pages + annexes (Decent Work Research Programme; Discussion Paper DP/127/2001) www.ilo.org/inst
- > Contesting global governance: Multilateral economic institutions and global social movements/ Robert O'Brien, Anne-marie GOETZ, Jan Aart SCHOLTE et Marc WILLIAMS; Cambridge University Press, 2000; 278 p.
- > Global citizen action/ dirigé par Michael EDWARDS et John GAVENTA; éd. Lynne Rienner, 2001; 336 p.
- > Global civil society: changing the world?/ Jan Aarts SCHOLTE,

CSGR, Université de Warwick;
Working paper n°31/99; 37 p.
www.warwick.ac.uk/fac/soc/wpapers/wp3199.PDF

> Naming the enemy: anti-corporate movements confront globalization/ Amory STARR; Zed Book, London, 2000

> People's rights: social movements and the State in the Third World/ Editors Manoranjan HOHANTY, Partha Nath MUKHERJI, Olle TÖRNQUIST; Sage Publ., New Delhi, 1997; 436 p.

> Social Movements on the Net/ Osvaldo LEON, Sally BURCH, Eduardo TAMAYO; Agencia Latino Americana de Informacion, Quito, September 2001; 206 p.

> Social priorities of civil society: speeches by non-governmental organizations at the World Summit for Social Development, Copenhagen 6-12 March 1995; NGLS, Genève, 1996; 163 p. (NGLS Development Dossiers)

> Yearbook of Global Society 2001/ The Centre for the Study of Global Governance, Londres
www.lse.ac.uk/Depts/global/Yearbook/outline.htm

... et des revues

> Une société civile internationale/ dossier dirigé par Béatrice POULIGNY in : Critique internationale n°13, octobre 2001

> Dossier spécial: Le pouvoir des ONG
in: Economie politique n° 13, 1er trimestre 2002

> A la recherche d'alternatives: Un autre monde est-il possible?
in: Alternatives Sud Vol. VIII, (2001) 2

> Mouvement social: L'«ancien» et le «nouveau»
in: Démocratie n°7, 1er avril 2002; p.1-4

> Société civile (II): l'Europe et la société civile
in: Démocratie n°22, 15 novembre 2001; p. 5-7

> Société civile (I): un nouvel acteur bien encombrant...
in: Démocratie n°18, 15 septembre 2001; p. 3-7

> Société civile mondiale: la montée en puissance
in : Courrier de la Planète n°63, Vol. III, 2001

> Gouvernance locale: la scène et les acteurs
in: Courrier de la Planète n°58, Vol. IV, 2000

Réseaux, mouvements, ...

> CIVICUS : Réseau des réseaux, organe de réflexion des sociétés civiles.
www.civicus.org

> Corporate Watch mène une campagne contre le Global Compact en dénonçant notamment le non-respect des principes 7 et 8 de partenariat par la Chambre internationale de commerce.
www.corporatewatch.org

> DG Trade, Civil Society Dialogue: forum de discussion entre la DG Commerce de la

Commission européenne et la société civile européenne
<http://europa.eu.int/comm/trade/csc/dcs00.htm>

> ELDIS: La base de données documentaire de l'Institute for Development Studies britannique comprenant une mise à jour mensuel thématique permettant de suivre l'actualité universitaire notamment sur la société civile.
<http://nt1.ids.ac.uk/eldis/hot/civ-soc.htm>

> Forum Social Mondial (Porto Alegre)
www.forumsocialmundial.org.br

> ATTAC : le site web du réseaux le plus puissant dans la contestation de la mondialisation libérale.
www.attac.org

> One World: Un site australien. Comment former des citoyens globaux?
www.abc.net.au/civics/oneworld/default.htm

> Programme «Organisation de la société civile et participation»
www.undp.org/csopp/CSO/index.html

> Résultats de l'enquête menée en 2000 (étude sur les raisons de l'impact des ONG dans la société) par Global Compact.
www.edelman.com/edelman_newsroom/NGO_1-12-01/index.asp

> The Global Compact est un groupement informel de multinationales, d'ONG et de syndicats, sous l'égide des Nations unies, qui demande aux entreprises membres

de respecter les neuf principes issus de la Charte des Nations unies, du BIT et de la Déclaration de Rio.
www.unglobalcompact.org/

> UNCTAD-civil society dialogue: élaboration d'une plateforme, base pour une coopération entre la CNUCED et la société civile, préparée par le Civil Society Outreach (CSO)
www.unctad.org/ia/civil/

Déclarations, appels, ... de la société civile : une sélection

> We the peoples millenium forum declaration and agenda for action: Strenghtening the United Nations for the 21st century, 2000 ?
www.milleniumforum.org

> Appel de Boston: Soumettre ou supprimer l'OMC, 2000 ?
www.urfig.org/doc-sout-glob-appeldeBoston-pt.htm

> Appel de Bangkok aux peuples du monde, 2000
www.attac.org/fra/asso/doc12fr.htm

> Déclaration de Bangkok: Pour un dialogue mondial et un engagement dynamique/ CNUCED, février 2000
www.unctad-10.org/statements/st_final_declaration.fr.htm

> A people's vision towards a more just, equal and sustainable world/ Asia Europe People's Forum: a people's vision (Seoul, Korea, 2000)
www.tni.org/asia/docs/vision.htm

> L'Union européenne, puissance mondiale ou partenaire solidaire? Mémoire au gouvernement belge en introduction de la Présidence belge de l'Union européenne, 1er juillet-31 décembre 2001/ CNCD-Opération 11.11.11., Koepel van de Vlaamse Noord-Zuidbeweging
www.ngoforum.be/downloads/Français/NordSud/MemorandumCoalitionNS.doc

> Charte citoyenne de confiance publique/ Global Compliance Research Project
www.coastnet.com/~jrussow/francis.htm

> Déclaration de Bamako: Une autre Afrique est possible/ Forum Social Africain, décembre 2000
www.droitshumains.org/Forum/Bamako2.htm

Des publications du GRESEA

Le GRESEA a mené — et a contribué — à un certain nombre de réflexions sur la société civile. Elles ont été publiées et peuvent être demandées

auprès de notre association.

> Acteurs sociaux en résistance en Amérique Latine: Etudes de cas/ Bernard DUTERME, Patricio NOLASCO; GRESEA, Bruxelles, juin 2000; 42 pages (4,96 euros)

> «Libre-échange» et résistances sociales en Amérique Latine/ Stéphanie TRELLETT, Alfonso MORO, Roos d WITTE, Natacha WILBEAUX; GRESEA, Bruxelles, juin 2000; 76 pages (4,96 euros)

> Le pétrole en Afrique : La violence faite aux peuples/ Bruno CARTON, Pascale LAMONTAGNE; Bruxelles, avril 2000; 225 pages (14,87 euros)

> Citoyenneté et pauvreté: Ici et là-bas. Actes de séminaire organisé par le GRESEA, Bruxelles, 10 mars 1997; 22 pages (1 euro)

>A paraître : Le Centre de documentation a constitué un dossier documentaire sur le thème de la Société Civile.

A lire...

> Beyond Voluntarism : Human rights and the developing international legal obligations of companies (Au-delà du volontarisme: Les droits humains et les obligations émergentes des entreprises en droit international); International Council on Human Rights, Suisse, 2002; 177 p.

> «Le secteur privé admet de façon croissante qu'il a des responsabilités sociales et éthiques. Ces engagements peuvent-ils s'ancrer dans le droit international ?» «Dans quelle mesure ces normes (destinées à l'origine aux Etats) établissent-elles des obligations juridiques contraignantes pour les entreprises ?» Ce rapport est l'aboutissement d'une réflexion, d'un travail d'études juridiques par un groupe de juristes et de défenseurs des droits humains, d'entretiens avec des acteurs clés (groupes de défense des droits humains, entreprises, universitaires,...), de collectes d'éléments sur la réglementation applicable aux entreprises dans divers pays. C'est dire du sérieux de ce document en passe de devenir un ouvrage de référence pour toute personne concernée par le débat sur le comportement des entreprises et les droits humains. Les mots clés sont entreprises et sociétés (commerciales du secteur privé), droit international et droits humains, responsabilités sociales et éthiques. Il faut espérer qu'une version française paraîtra prochainement.

Pour tout renseignements et commande :
Email: ichrp@international-council.org

Site: www.international-council.org
ou www.ichrp.org
Attention ce livre n'existe qu'en anglais toutefois on peut se procurer un résumé en français.

> Guide de la liberté associative dans le monde: Les législations des sociétés civiles de 138 pays/ sous la direction de Michel DOUCIN, Haut Conseil de la Coopération internationale; La documentation Française, Paris, 2001; 76 pages. Voilà bien un outil fort bien utile pour toute personne active et engagée dans la société civile. Cet ouvrage, premier du genre, présente, sous forme de fiches pratiques (avec un classement méthodique), un panorama exhaustif des fondements juridiques des associations reconnues d'utilité publique dans le monde.

Commande : Librairie Jean de Lannoy avenue du Roi 202 1190 Bruxelles -
Tél: 02/ 538 43 08
E-mail: jean.de.lannoy@euronet.be

> Une autre mondialisation est possible: De Seattle à Porto Alegre/ Dirk BARREZ; coédité Oxfam Solidarité et le Roseau Vert, Bruxelles, 2002; 272 pages. Journaliste à la VRT, Dirk Barrez est membre de plusieurs mouvements pacifistes et tiers-mondistes, a profité de sa présence à Porto Alegre en 2001 pour rencontrer et interviewer des dizaines de participants éminents. Tous ont exprimé la même volonté de faire du Forum Social Mondial une rencontre annuelle des mouvements et organisations qui

recherchent des alternatives crédibles à la globalisation actuelle pour oeuvrer ensemble à un monde plus juste et plus humain. Cet ouvrage reflète les propos des interviewés, porte un regard critique sur la mondialisation et fait état du mouvement antimondialisation et de la société civile.

Commande: dans tous les Magasins du Monde Oxfam (02/332 01010) et Oxfam Solidarité (02/501 67 58, E-mail: fabrice.kada@oxfamsol.be)

> La dette: une histoire sans fin? Responsabilités et conséquences sur les pays du Sud. Pistes d'action pour son annulation/ Alberto CASTAGNOLA, Renée LECOMTE; GRAD, Bonneville (Fr), 2001; 96 pages.

Le but de ce livre est d'essayer de faire comprendre, derrière la nébuleuse des explications financières et techniques, la simplicité des mécanismes économiques qui ont créé cet endettement et l'entretiennent. Il propose de réfléchir aux solutions possibles et de repérer les nombreuses propositions qui ont été faites et dont peu ont encore permis d'alléger efficacement cette dette. Ce livre est très largement illustré et s'adresse à tous les publics. Pour le lecteur exigeant il comporte un lexique et des références bibliographiques.

Commande : GRAD-France
Tél: 00-33-4-50 97 08 85
E-mail: grad.fr@fnac.net
www.globenet.org/grad